

MAR.

P.5

**QUE CHERCHE
LA SOCIÉTÉ ?**

2011

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.16

**PEUT-ON CHANGER
LA FRANCE
DANS LE MONDE
D'AUJOURD'HUI ?**

P.26

**COMMENT
CONSTRUIRE LE
CHANGEMENT
POUR DYNAMISER
LA SOCIÉTÉ ?**

P.36

**QUELS
ENSEIGNEMENTS
TIRER DE CETTE
RENCONTRE POUR
ALLER PLUS LOIN ?**

N° HORS SÉRIE DE LA REVUE DU PROJET

▶ **P.4**

**RENCONTRE NATIONALE
POUR UN PROJET
POPULAIRE ET PARTAGÉ**

4 **Édito** *Construire du commun* - **Michel Laurent**



QUE CHERCHE LA SOCIÉTÉ ?

6 Sous le signe de la politesse - **Patrice Bessac**

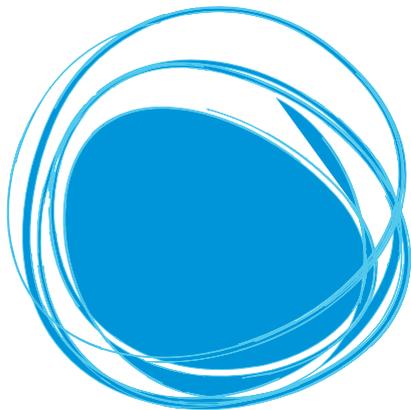
7 *Que disent les mouvements sociaux, le mouvement des retraités ?* **Jean-Christophe Le Duigou**, syndicaliste

8 *Que dit la crise ?* **Henri Sterdyniak**, directeur du Département économie de la mondialisation de l'OFCE

10 *La « participation » des citoyens à l'exercice des pouvoirs : apport essentiel ou divertissement ?* **Catherine Peyge**, maire de Bobigny

12 *Inquiétudes, dynamiques idéologiques, attitudes politiques, quoi de neuf en 2010 ?* **Michel Maso**, directeur de la fondation Gabriel Péri

14 *Qu'allons-nous faire de notre vie ?* **Patrick Viveret**, philosophe, président de l'observatoire de la décision publique



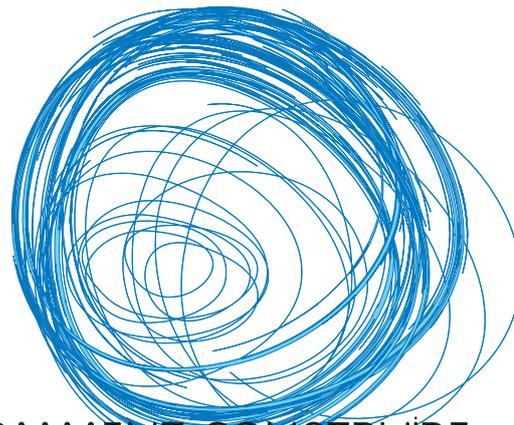
PEUT-ON CHANGER LA FRANCE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ?

17 *Une politique de gauche est-elle possible à partir des réalités de l'Europe et du monde d'aujourd'hui ?* **Francis Wurtz**, député européen honoraire

19 *Quelles activités humaines au-delà de la domination des marchés financiers ?* **Paul Boccara**, économiste

21 *Egalité des droits, progrès social et enjeux écologiques sont-ils des objectifs compatibles ?* **Yveline Nicolas**, Association truc

23 *Jeunesse : la société en perspective ?* **Joëlle Bordet**, psychosociologue



COMMENT CONSTRUIRE LE CHANGEMENT POUR DYNAMISER LA SOCIÉTÉ ?

27 *Vers une mobilisation populaire pour le changement ?* **Maryse Dumas**, syndicaliste

28 *La peur ou la liberté : ne faut-il pas choisir ?* **Michella Marzano**, professeur de philosophie à l'Université Paris Descartes

30 *Partage des savoirs, la culture pour tous : utopies ou nécessités ?* **Denis Paget**, chargé de recherche à l'Institut de recherche de la FSU

33 *Comment démocratiser la République ?* **Patrice Cohen Seat**, président d'Espaces Marx



QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE CETTE RENCONTRE POUR ALLER PLUS LOIN ?

36 *De l'enthousiasme pour un projet nouveau* **Christiane Marty**, membre du Conseil scientifique d'Attac

37 *La crise de la démocratie est aussi et d'abord une crise de la culture* **Roland Gori**, initiateur de l'appel des appels

40 *La mise en commun de tous les savoirs pour réussir le changement* **Pierre Laurent**, secrétaire national du Parti communiste français

CONSTRUIRE DU COMMUN

Le capitalisme domine la planète mais aujourd'hui le roi est nu. La crise mondiale est la sienne. Mis en cause, ce système apparaît de plus en plus injuste, inefficace, dangereux pour l'humanité et la nature, pour la planète tout entière. PAR MICHEL LAURENT*

Ce constat populaire, accompagné de nombreuses analyses intellectuelles, accentue, et c'est le paradoxe, la crise de la gauche. Elle s'est ralliée majoritairement, au travers des évolutions de la social-démocratie mondiale, à la thèse de l'horizon indépassable du capitalisme. Et pourtant la crise est là. Elle s'amplifie et elle est de plus en plus vécue et comprise comme celle d'un système. D'où un doute, lui aussi grandissant, sur la capacité de la gauche à faire véritablement autrement et autre chose que la droite. D'où aussi le risque et le danger de voir monter le populisme, les intégrismes et autres nationalismes pour exprimer un ras-le-bol insupportable mais sans perspective réelle, sinon de chercher un ennemi chez l'autre, les autres. La recherche d'une issue, si elle commence souvent par la critique du système et la protestation, ne peut pas s'y réduire.

Une issue progressiste, transformatrice se doit d'être espérance positive d'une autre société, recherche de solutions aux problèmes d'aujourd'hui dans les conditions d'aujourd'hui.

Autrement dit, tout rassemblement qui se construit uniquement sur un rejet, sur de l'« anti », atteint vite ses limites et se brise au moment où il s'agit de trouver ensemble des solutions. La crise de la gauche étant avant tout une crise de projet, il faut donc y travailler. C'est sur la base de ces réflexions que le LEM, Lieu d'étude sur le mouvement des connaissances et des idées, a initié le principe d'une Rencontre nationale du Projet. Cette rencontre, organisée par le PCF, s'est déroulée les 26, 27 et 28 novembre 2010. Ce numéro spécial en reprend les interventions introductives. Cette rencontre se proposait comme une rencontre de travail, publique, sur le projet de gauche auquel une grande partie de notre peuple aspire et sur sa faisabilité dans le contexte européen et mondial d'aujourd'hui. Il s'agissait de s'engager dans la construction d'un projet qui réponde aux problèmes d'aujourd'hui et aux aspirations populaires, en rupture avec les logiques libérales. Un projet utile à toute la gauche, un projet pour la France, européen et internationaliste.

TRAVAILLER LE PROJET

C'est une question de cohérence. Il est le ciment de tout rassemblement qui se

veut durable. Ce travail de contenu va nous amener devant des obstacles, des contradictions qu'il nous faudra surmonter ensemble. Patrick Viveret n'a-t-il pas évoqué, dès la première séance, la nécessité pour la gauche de « construire ses désaccords » pour pouvoir enfin les traiter et être en mesure de proposer. Dépasser les débats de posture pour mieux travailler aux solutions, n'est-ce pas ce qu'attend impatientement notre peuple ?

Et puis, il faut prendre la mesure d'une autre crise, celle de la représentation politique, de la politique. Les peuples de France, de Tunisie, d'Égypte ou d'ailleurs se résignent lorsqu'ils ont le sentiment de ne pas avoir prise sur les événements. Ils sont activement présents et font l'Histoire quand ils prennent confiance en eux-mêmes. Créer cet espace de confiance que Michela Marzano appelle de ses vœux, c'est le moyen de faire reculer la peur, la politique de la peur. Créer cet espace de confiance où se rassembleraient les citoyens, les responsables politiques, les élus, les intellectuels, était aussi l'un des buts assumés de l'initiative. Il est encore, nous le savons tous, à créer. Cette confiance n'existe pas aujourd'hui. Pour qu'elle prenne corps, il faut lui donner un objet – que voulons-nous pour la France ? – et une méthode de traitement de cet objet : analyse de la crise, échange d'arguments et de solutions, écoute et travail en commun.

JOUER COLLECTIF

Tous les acteurs et actrices du champ politique, c'est-à-dire les citoyens, les acteurs sociaux et intellectuels, les élus et les responsables politiques doivent y être conviés. C'est de leur rencontre que peut naître du neuf. Entretenir la séparation de tous ces acteurs, c'est entretenir, voire accentuer l'éclatement de la société alors que nous visons au contraire son rassemblement.

Diviser pour régner a été depuis longtemps la méthode de gouvernement des puissants et de tous ceux qui veulent confisquer le pouvoir. Nous voulons construire au contraire du commun, jouer collectif. La forme rejoint ici, comme toujours, le fond. Cette démarche nouvelle, originale, exigeante que le Parti

communiste veut promouvoir, nous avons commencé à la mettre en œuvre lors de cette rencontre. Nous voulons l'impulser partout dans le pays autour de la construction « d'un programme populaire et partagé » et de l'élargissement populaire du Front de gauche. La rencontre nationale a fait écho à ces deux objectifs. S'agissant du « programme populaire et partagé », Pierre Laurent insistait dans la lettre d'invitation sur la demande aux intervenants « de répondre à partir de leur sensibilité propre et de leur itinéraire singulier, à ces questions : quelles sont, à vos yeux, les composantes incontournables d'un projet de gauche répondant aux aspirations de notre peuple aujourd'hui ? Quels degrés de liberté existent-ils ou peuvent-ils être conquis, selon vous, pour atteindre ces objectifs ? Quel(s) chemin(s) estimez-vous devoir être empruntés pour réaliser les rassemblements majoritaires à même de les imposer ? »

C'est la recherche d'une construction commune qui nous a incités à inviter des intervenants et des participants d'horizons divers. La qualité des interventions (vous en jugerez par cette première publication) et des débats a été remarquable. Des thèmes récurrents en ont émergé : la démocratie, la jeunesse, l'Europe, l'argent, le travail, la formation et la culture. Toutefois, des absences ou des faiblesses importantes sont à noter : les territoires, l'égalité femmes/hommes, le monde, l'écologie n'ont pas fait l'objet d'un véritable débat.

Le succès, aussi bien que les manques de cette initiative, nous invitent à continuer en décentralisant la démarche au plus près des territoires et des citoyens et en se donnant les moyens de la remontée de ce qui se dit dans les multiples rencontres de terrain. Il s'agit aussi dans de prochaines conventions nationales de fédérer les réflexions, d'acter en commun ce qui peut l'être et d'organiser les réflexions sur ce qui continue à faire débat. En un mot, **d'amplifier cette édification citoyenne d'un programme populaire et partagé, réfléchi, conçu ensemble pour pouvoir être porté ensemble lors des prochaines échéances électorales et au-delà.** ■

*Michel Laurent est animateur du LEM, Lieu d'étude sur le mouvement des idées.

QUE CHERCHE LA SOCIÉTÉ ?



Crise de civilisation, crise de la globalisation financière et de la mondialisation libérale, attentes sociales et politiques, apport de la démocratie, le bien vivre comme alternative au mal de vivre, autant de points analysés dans cette première partie qui justifient la construction politique d'une alternative.

Que cherche la société ?

SOUS LE SIGNE DE LA POLITESSE

Pour introduire, je veux m'en tenir à une seule question en essayant de placer nos travaux sous le signe de l'histoire, de notre intelligence du moment historique et des conceptions les plus profondes qui fondent le travail que nous engageons.

PATRICE BESSAC*

Ames yeux, ce qui est devant nous est résumé par l'idée que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique dont la caractéristique principale est le basculement des opinions publiques de l'acceptation résignée du capitalisme mondialisé à l'installation d'un doute massif quant à la nature du système et au risque de dé-civilisation du monde. Après plusieurs décennies de victoire idéologique des forces néo-conservatrices, nous sommes entrés dans l'ère du doute, des peurs, des contestations.

Cette ère du doute sur le système capitaliste, qui provoque à la fois la montée en puissance de contestations claires comme de risques de replis multi-formes, aux plans politique, social et religieux, est l'objet présent de notre travail. Ce qui est devant nous, durablement, c'est le débat de solution, c'est-à-dire la formulation structurée des axes essentiels permettant de penser et de réaliser le changement.

À mes yeux, c'est donc cet objectif, parvenir à unifier le mouvement critique sur la base de nouveaux fondamentaux de la pensée communiste ou de transformation sociale ou encore progressiste, qui conditionne l'idée que l'essentiel de la période à venir est de réussir à enclencher un mouvement de travail entre tous les acteurs sociaux, politiques, citoyens qui sont disponibles.

Ce travail, nous plaçons pour qu'il soit placé sous le signe de la politesse. Oui, une forme de politesse envers nous-mêmes et envers celles et ceux avec qui nous voulons travailler. Une politesse qui fait taire l'injonction du capitalisme au mouvement perpétuel, au changement qui ne change rien, pour aller à la rencontre sans préjugé, sans esprit de domination, de notre propre pensée et de toutes celles qui existent dans le mouvement critique, progressiste, communiste, transformateur. Une politesse qui fait l'éloge de la lenteur dans les relations humaines et politiques, qui prend le risque, parce que c'est urgent, de penser lentement

pour penser vraiment. Une politesse qui fait taire radicalement le populisme, l'esprit simple des communicants, qui tient en respect la vulgarité de l'exercice politique dans la société du spectacle, pour entretenir une relation de respect, au fond profondément républicaine, avec chacun, chacune d'entre vous, d'entre nous, avec chacune et chacun de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

CREER UN ESPACE DE RAISON

J'y insiste. Notre problème, quels que soient nos engagements, n'est pas d'avoir raison mais de chercher la raison. Notre problème est de créer un espace de raison où des millions d'entre nous, travailleurs intellectuels, acteurs du mouvement social, citoyens de ce pays puissent trouver un espace de liberté politique. Pour atteindre ce but, je veux vous faire part de deux convictions.

D'abord, et particulièrement dans une société de grande éducation comme la France, l'idée d'un nouvel âge de la démocratie doit devenir l'une de nos obsessions. Je ne suis satisfait de rien quant à tout ce que nous racontons sur la pratique d'un programme partagé et des changements à opérer dans la vie de nos organisations politiques, je ne suis satisfait de rien sauf de l'essentiel qui est la volonté de continuer à chercher dans le sens d'une démocratie plus ouverte, plus intégrative, plus participative. Et ainsi, je pense que les problèmes du présent ne doivent pas conduire à régresser vers des conceptions archaïques de l'action politique et citoyenne, elles doivent au contraire nous pousser en avant vers ce qui est l'une des clés de la révolution au XXI^e siècle, c'est-à-dire une nouvelle démocratie politique et sociale.

Ma deuxième conviction est qu'il est nécessaire, dans le champ de la pensée communiste et de transformation sociale ou progressiste, de rassembler un rôle de taille critique de personnes engagées signifiant durablement leur volonté d'un travail sans cloison autour du projet d'une civilisation pleinement humaine.

En effet et paradoxalement, la question du rassemblement politique est, pour un temps long, principalement en réalité la question du rassemblement social, tant il est vrai que les forces les plus nombreuses qui existent ne sont pas dans les partis politiques. Or, nous ne résoudrons pas ce problème par l'idée : un chef, un programme, un parti. Nous résoudrons ce problème en cousant, en liant, en travaillant, en parlant, en dialoguant, en cherchant avec sincérité la mise en commun et en mouvement. Il y a ce qui est contingent et ce qui est nécessaire. Ce qui est contingent, c'est l'actualité politique ordinaire. Ce qui est nécessaire, à tout le monde et pour très longtemps, c'est parvenir à une unification positive du mouvement critique, c'est-à-dire sur des idées d'avenir à tous les moments, qu'ils soient sociaux ou électoraux.

Je veux conclure ce court propos liminaire par deux dernières remarques.

La première, c'est que les vingt prochaines années se résument à l'idée de crise de civilisation ou encore de crise anthropologique, de crise du devenir humain et de sa niche écologique, la planète Terre. Notre problème principal n'est pas de mieux traiter la crise écologique, ou la crise du travail ou encore la crise du système productif, mais d'accéder à la pensée de l'ensemble. Et la pensée de l'ensemble à mes yeux, c'est que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, notre organisation sociale par son caractère mondial, par son caractère de « société-monde » fait peser un risque global et majeur sur la survie de l'humanité en tant qu'espèce civilisée.

Trois exemples à l'appui. Nous vivons actuellement la sixième phase d'extinction massive des espèces vivantes, bientôt à un rythme plus rapide que les cinq phases géologiques précédentes. Deuxième exemple : certaines prévisions, notamment de la CIA, prévoient à court terme des déplacements de populations de l'ordre de 500 millions du fait de la désertification et du climat. Troisième exemple : l'affaiblissement constant des démocraties occi-

dentales avec comme corollaire la montée des populismes et, dans les classes dominantes, de stratégies de contournement des processus démocratiques. Si la source essentielle des désordres actuels est connue, penser l'ensemble, c'est tenter de dire en quelques mots, par-delà les conséquences multiples, la cohérence essentielles des sociétés actuelles et les défis fondamentaux que l'humanité devra affronter dans l'avenir. Mesurons qu'à chacun de ces risques répond aujourd'hui une tentation de régulation par la force. Et que l'hypo-

thèse de travail des experts mondiaux est celle d'une augmentation des conflits armés. Le courant progressiste et révolutionnaire, à l'échelle nationale et mondiale, est donc bien placé devant le risque de dé-civilisation du monde par l'action du gouvernement des marchés.

Ma deuxième et dernière remarque de conclusion est pour dire que chacune et chacun des acteurs de la préparation de ces rencontres a travaillé avec l'esprit de responsabilité qui doit caractériser toute entreprise politique. Ces rencontres ont pour but de

dessiner et de partager des idées dont nous aspirons à ce qu'elles président un jour aux destinées de la France. Cette conscience de la gravité de nos responsabilités est en soi un objectif de reconquête et de décolonisation des esprits : les idées, le mouvement, la famille recomposée que nous sommes n'ont pas vocation à jouer les cabris dans un coin, notre vocation est de gouverner la France et de l'engager pour changer l'Europe et le monde. ■

* **Patrice Bessac** est responsable du Projet au PCF

QUE DISENT LES MOUVEMENTS SOCIAUX, LE MOUVEMENT DES RETRAITES ?

Quelle que soit l'importance des revendications portées dans ce mouvement, l'attente sociale va au-delà du seul débouché revendicatif.

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU*

Le temps m'étant compté, je me concentrerai sur le mouvement des retraites, et commencerai par une mise en garde. Il ne faut pas plaquer les grilles antérieures d'analyse sur un mouvement inédit. Incontestablement, le mouvement vécu, et qui n'est pas terminé, contestant la réforme des retraites, est dans le prolongement de 1995, de 2003, du CPE de 2006 ; mais cette liste ne peut suffire à dire ce qu'il a de particulier. Il possède une dimension syndicale incontestable que nous avons assumée en tant qu'organisation. Ainsi, la démocratie dans la gestion de ce mouvement, les formes d'action, la démarche unitaire, le souci de préserver sa dimension interprofessionnelle relèvent des organisations syndicales. Mais il est clair que, quelle que soit l'importance des revendications portées dans ce mouvement, l'attente sociale va au-delà du seul débouché revendicatif. Il y a des interrogations auxquelles il faut répondre. Je reprendrai l'expression d'André Chassaing au meeting de la salle Jappy : "La feuille de route est encore imprécise", formulation que je fais mienne et qui résume bien un certain nombre de questions que nous devons nous poser. Ce mouvement souligne, à mes yeux, deux choses importantes. Tout d'abord, même si nous devons

globalement parler de crise de société, le paradigme social, lui, ne relève pas du passé, mais représente un élément constitutif de cette crise de société. Je m'inscris en faux contre les prises de position, notamment celle d'Alain Touraine qui renvoie la dimension sociale à la société industrielle et au passé. Ce mouvement a confirmé d'autre part que la question sociale en France possède une dimension politique particulière. Cela dure depuis plus d'un siècle et, probablement, cela durera encore longtemps.

TROIS ENSEIGNEMENTS

Je souhaiterais dégager trois enseignements de ce mouvement, parmi d'autres.

Le premier enseignement est clair : **ce n'est pas le sentiment d'échec qui domine chez les salariés**, bien au contraire. Cela peut paraître contradictoire puisque la satisfaction des revendications posées n'a pas été obtenue, la loi étant pour l'instant maintenue. Mais en même temps, les salariés se sentent incontestablement plus forts qu'ils ne l'étaient avant le mouvement, ils n'ont pas renoncé à demander des comptes aux décideurs actuels et portent interrogation sur la confiance à accorder à ceux qui pourraient demain devenir décideurs. Trois questions sur ce fait. Un premier aspect, pour souligner ce point, est la capacité de ce

mouvement à susciter un retournement de l'opinion publique en l'espace de trois mois. En juin, une opinion publique, contrainte ou forcée certes, mais acceptant majoritairement la réforme puis, en septembre, le basculement et 70 % de la population s'est mis à contester la réforme. Le deuxième aspect est la mise en mouvement d'un grand nombre de salariés, entre cinq et dix millions de personnes, pour reprendre le chiffre du secrétaire général de la CGT, dans des manifestations successives, onze journées, qui ont donné une force collective au mouvement. D'après moi, la manifestation a pris un sens nouveau. Elle n'est plus simplement l'accompagnement d'un mouvement revendicatif, mais elle est l'expression du mouvement lui-même, d'où ce sentiment de force ressenti par les participants qui dessine en quelque sorte la mesure de ces attentes. Troisième aspect : nous pouvons parler de la construction d'un « arc social et intergénérationnel » inédit. Ainsi les femmes que le pouvoir a voulu isoler, en prétendant que la réforme allait "améliorer la retraite des femmes et des mères" ; les jeunes que le pouvoir a voulu opposer en déclarant « qu'ils allaient manifester contre leurs intérêts » ; les ouvriers que le pouvoir a voulu flatter en disant "nous avons pour la première fois pris en compte la pénibilité" se sont retrouvés dans un même mouvement. Les seniors sont ceux dont l'opinion est restée la plus fluctuante, le gouvernement n'arrêtant pas de marteler : "Nous ne touchons pas à votre retraite, donc vous n'êtes pas concernés." Le vote de la loi ne clôt pas le dossier. La responsabilité syndicale est de dire que nous irons jusqu'au bout et que nous

Que cherche la société ?

ne saurions attendre 2012 ou 2013, le rendez-vous fixé par la loi.

Le deuxième enseignement a trait à la caractérisation du mouvement. Nous sommes, d'après moi, dans le **premier grand affrontement de la crise financière, économique, sociale ouverte en 2007 et en 2008**. Pourquoi avancer cette hypothèse ? Je citerai les propos de Nouriel Roubini, un des gourous de la finance internationale, qui a déclaré la semaine dernière à la chaîne de télévision BBC, commentant la réforme des retraites : "C'est le début d'une politique d'austérité qu'il va falloir mener au fil du temps. Si pour un petit changement comme celui-ci, on note déjà une forte résistance politique en France, qu'allons-nous observer lors des réformes radicales ?" Ainsi, constat est fait que cet affrontement ne fait que commencer. D'ailleurs, suivant l'étude d'opinions d'aujourd'hui, 70 % des Français considèrent que la crise n'est pas terminée.

Au-delà de cette citation, je retiendrai trois explications. Le mouvement fort s'est appuyé sur la perception d'une injustice aggravée. Le pouvoir n'avait probablement pas pris la mesure de la perception collective de cette injustice, ce qui l'a conduit rapidement à annoncer des ajustements sur le bouclier fiscal. La question du partage des richesses est posée avec la revendication de taxation des revenus financiers et elle va rebondir selon moi avec les problèmes de salaire et le dossier de la fiscalité.

La deuxième raison nécessiterait un long développement. La crise actuelle est une crise du travail. Le mouvement a clairement mis en cause le modèle d'emploi des salariés dans notre pays, le salarié n'étant utile que de trente à cinquante ans. Cinq millions d'actifs, peut-être plus, sont écartés d'un vrai travail. Destructive des capacités humaines, la logique du système n'arrive plus à supporter la génération de coûts fixes sociaux extrêmement élevés (chômage, sous-emploi...) Le mouvement a aussi stigmatisé le travail déshumanisant en débouchant sur la problématique du travail à l'entreprise ou dans l'administration. "Travailler plus pour vivre moins ? Non !" a été un slogan fort de cette mobilisation. Cette exigence d'un nouveau type de progression de la productivité et d'une transformation du travail est une composante révélatrice dans ce mouvement.

La troisième raison est que ce mouvement s'est élargi à l'ensemble de l'Europe. Les médias ont pendant le mouvement

cherché à dissimuler ce qui s'était passé en Grèce, ce qui se passait au Portugal, en Espagne, en Irlande, jusqu'aux cent mille manifestants contre la réforme allemande, à mi-novembre en Allemagne, événement guère relayé non plus. D'après moi, ce mouvement en Europe pose le défi de renouer avec l'objectif positif qui est de rendre les peuples européens plus solidaires. Il ne peut pas y avoir plus de justice dans un pays européen s'il n'y a pas plus de solidarité en Europe, et réciproquement.

Le dernier enseignement est que **ce mouvement, par son existence même, pose la question fondamentale de la démocratie**. Les Français ont rejeté le diktat gouvernemental comme l'injonction des marchés financiers. Ils ont refusé le retournement du Président de la République vis-à-vis de ses déclarations de 2007 ou la volonté de faire passer en force la réforme. D'autres éléments se sont ajoutés : le climat délétère des affaires, des syndicats quasiment ignorés, une assemblée nationale muselée, et une mobilisation partisane de la presse nationale. La protection sociale est attachée au statut de l'emploi et, comme les relations de travail, ce champ relève largement mais pas exclusivement de la négociation sociale. Le gouvernement a voulu le nier, mais il ne pourra pas contourner plus longtemps la question de la démocratie sociale. Une autre sous-question me paraît plus importante aujourd'hui.

Il ne s'agit pas simplement de compléter la démocratie politique par une part plus ou moins grande de démocratie sociale dans une optique réductrice de démocratie. Ce qui est en cause, d'après moi, est le mode d'élaboration des décisions. Certaines réflexions aujourd'hui, comme celle de Pierre Rosanvallon soulignant la nécessité de générer des contrepoids aux décisions publiques, me paraissent être beaucoup trop restrictives par rapport à cette ambition de transformation démocratique. En fait, le mouvement contre les retraites pose le problème d'une préparation et d'une élaboration nouvelle des choix collectifs. Participer au choix collectif, ce n'est pas discuter tel ou tel détail d'une réforme, mais se poser des questions fondamentales, par exemple quelle part de la richesse nationale sommes-nous prêts à consacrer au financement des retraites ? Quels financements choisissons-nous ? Il ne s'agit pas de viser un consensus certainement illusoire, mais de faire s'exprimer les attentes sociales diverses et de chercher à les mettre en cohérence avec les réponses adaptées. Le syndicat cherche à investir ce débat. Mais le syndicalisme n'a ni la vocation ni les moyens d'aller au-delà d'un certain seuil, la question politique est donc alors posée. ■

*Jean-Christophe Le Duigou est syndicaliste

QUE DIT LA CRISE ?

La crise, que nous venons de traverser et que nous continuons à vivre, est une crise de la mondialisation libérale et de la globalisation financière.

HENRI STERDYNIAK*

La crise n'est pas finie. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ne réussissent pas à repartir. Et en Europe, la crise de la dette est plus forte que jamais. La crise est évidemment une période de difficultés économiques, mais aussi une remise en cause de la croissance déséquilibrée des dernières années, une période où les peuples prennent conscience de la nécessité d'un changement de politique. La crise fait apparaître comme des évidences que la mondialisation libérale et la globalisation financière

ne peuvent fonctionner et ne permettent pas un développement équilibré ; que la construction européenne doit être réorientée ; que nous ne sommes pas condamnés à avancer vers le modèle libéral, que ce modèle libéral ne fonctionne pas ; que la France et l'Europe doivent défendre un modèle de société original. Et qu'il faut changer de société, changer d'appareil productif, changer la façon de faire évoluer la production si on veut éviter la catastrophe écologique. La crise a fait beaucoup de victimes et beaucoup de couches sociales ont le sentiment qu'ils peuvent être les prochaines vic-

times. Et donc il y a des alliés importants qui faut rassembler, en France, en Europe et dans le monde, et on a des arguments importants pour ça.

CRISE DE LA GLOBALISATION FINANCIÈRE

La crise c'est d'abord une crise de la globalisation financière. Le modèle vendu des marchés financiers ne fonctionne pas. Ces marchés sont prédateurs et parasitaires. Ils sont la cause de cracks, des booms et condamnent l'économie mondiale à vivre en permanence dans une ambiance de casino. Nous devons effectuer des propositions en vue de réduire l'importance des marchés financiers, pour cloisonner les banques et les marchés financiers, pour recentrer les banques autour de leur métier qui est le crédit et leur interdire de spéculer sur les marchés financiers. Sur ces thèmes, il est possible de rassembler, au-delà des salariés, des couches importantes de la population, qui trouveront scandaleux que leur emploi dépende des spéculations que font les banques et les organismes financiers. La crise pose la question de la domination de la finance sur les entreprises. On a connu une période où les entreprises ont été gérées de plus en plus dans le seul souci de l'actionnaire, celui-ci réclamant des taux de profit exorbitants, de l'ordre de 15 %, nuisant de cette manière aux possibilités de l'entreprise d'investir, de former leur personnel et de développer le capital humain. La crise fait bien apparaître l'impasse que représente cette domination des marchés financiers sur les entreprises productives. Autour de ce thème, on peut rassembler une partie des industriels et des cadres, qui considèrent que le but de leur travail n'est pas d'enrichir des actionnaires, mais de développer l'emploi et mener une activité utile pour la société.

CRISE DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE

La crise est une crise de la mondialisation libérale. Elle met en cause la stratégie des pays qui étaient les bénéficiaires de la mondialisation. D'un côté, le développement des pays anglo-saxons présente de plus en plus d'inégalités sociales, entraînant les bulles financières, l'endettement des ménages. Tout cela provoque la crise des subprimes et se répand à l'échelle mondiale. De l'autre, la stratégie catastrophique chinoise et allemande, qui est de rechercher la compétitivité, le

développement au détriment des partenaires, provoque l'endettement des États-Unis et des pays de la zone euro qui contrebalancent les excédents de l'Allemagne. La France doit ouvrir un chantier mondial sur la modification de la croissance, qui doit reposer sur les salaires, sur la consommation, sur les revenus sociaux et non pas sur la concurrence internationale, sur les parts de marché à l'étranger et les bulles financières. La crise pose la question de la construction européenne qui aurait pu défendre l'idée d'une société sociale-démocrate, sur la base d'un modèle de société originale. Au contraire, l'objectif des classes dominantes est d'utiliser cette construction européenne pour faire évoluer les sociétés européennes vers des sociétés de plus en plus libérales, avec de moins en moins de services publics et de dépenses sociales. La crise a révélé à quel point ce programme est dangereux. La France doit trouver des alliés, en Europe, dans les forces sociales de tous les pays, notamment dans ceux qui ont les mêmes aspirations, pour réorienter la construction européenne vers la défense du modèle social européen, d'harmoniser le progrès et d'augmenter la solidarité entre les pays de l'Union européenne. La crise actuelle, celle des dettes publiques, celle des pays du Sud soulignent les dangers de la globalisation financière. Si nous renonçons, comme le G20 et le président Sarkozy l'ont fait, à lutter contre cette globalisation, les marchés financiers dresseront des carcans de plus en plus pesants sur les États, sur les finances publiques et sur les dépenses sociales. Les pays du Sud sont ainsi obligés de pratiquer des coupes claires dans leurs dépenses sociales, publiques et d'infrastructures, dans le nombre de fonctionnaires, ils sont de ce fait victimes d'une catastrophe, qui les condamne pendant une longue période à une croissance médiocre, qui

brise leur cohésion sociale et qui diminue le pouvoir d'achat des peuples. Face à cette offensive des marchés financiers, la Commission européenne est passive et n'organise aucune riposte et aucun scénario global. En réponse à cette passivité, les forces de gauche et les syndicats doivent proposer une stratégie alternative, reposant sur l'idée que la crise ne doit pas être payée par les peuples, mais par les riches et par les banquiers. Pourquoi demander aux Irlandais de souffrir pendant dix ans à cause de la faillite d'une de leurs banques ? Pourquoi ne pas prélever un impôt auprès de toutes les banques européennes pour les restructurer et ainsi repenser le système bancaire de demain, pour en faire un système beaucoup plus utile et moins développé.

UN PROGRAMME ORIGINAL ET AMBITIEUX

La crise pose un grand nombre de questions difficiles. La France doit, en réunissant autour d'elle des alliés, se doter d'une stratégie originale. Cette stratégie se doit d'être européenne et provoquer des répercussions mondiales afin de remettre en cause la mondialisation libérale. Le poids de la globalisation financière et de la mondialisation doit pouvoir être diminué dans chaque pays. Les pays émergents doivent restructurer leur croissance, qui doit s'appuyer beaucoup plus sur leur demande intérieure et non pas être au détriment des peuples, pour détourner aussi l'impact sur l'emploi des pays développés. Le programme se doit d'être extrêmement ambitieux, car la crise met en cause le niveau de vie de pays entiers, et de couches importantes de la population. Cette occasion doit être saisie pour développer un programme original, pour obtenir un rassemblement et une adhésion importante de la population et ainsi avoir une influence en Europe. ■

***Henri Sterdyniak** est directeur du département économie et mondialisation de l'OFCE.

Que cherche la société ?

LA « PARTICIPATION » DES CITOYENS À L'EXERCICE DES POUVOIRS : APPORT ESSENTIEL OU DIVERTISSEMENT ?

La participation citoyenne est essentielle à la vie politique

CATHERINE PEYGE*

Cette question est en fait d'une grande crudité en ces moments de petite histoire, où le divertissement, les divertissements prennent le pas sur ce qui devrait être connu de tous et construit en commun. Si les organisateurs de ce moment de débat ont bien voulu m'inviter, c'est qu'ils pensent que les maires sont encore dans notre pays, des personnes qui peuvent prendre des initiatives visibles, faire vivre une conception ou une autre de la politique, affirmer des partis pris. Je les remercie d'avoir pensé à cela, qui est bien souvent esquivé dans le débat politique.

DES ÉLUS DE TERRAIN

Il est vrai que les réformes territoriales successives ne portaient et ne portent pas en elles le respect de ces maires, des élus dits « de terrain », puisqu'elles s'emploient avec constance à les faire disparaître, d'une manière ou d'une autre. Ce serait d'ailleurs intéressant de débattre de ce qualificatif « de terrain » caractérisant les maires, parfois les conseillers généraux mais jamais les parlementaires de l'une ou l'autre chambre. « Le terrain » serait la proximité, le contact avec les personnes, organisées ou non en associations, ce serait les écoles, les gymnases, les cinémas, les vaccinations. En fait, le « terrain » serait donc la vie. Il serait donc indispensable que chaque personne élue bénéficie de l'odeur de ce « terrain » qui est leur raison d'être et leur légitimation. Cette incidence a pour moi beaucoup d'importance, car si les maires sont les élus les plus reconnus parmi tous les politiques, c'est sans doute grâce à ce « terrain » qui fait que

la rencontre de l'élu par les citoyens constitue toujours une expérience politique. La connaissance et la reconnaissance peuvent alors aller de pair.

Je pense que le fait d'être femme ou homme ne pèse plus le même poids quand nous nous plaçons dans cette manière de voir les choses. La parité sera plus facile à gagner à cette responsabilité, non primaire mais première. Faire vivre les essentiels d'une politique de gauche semble possible au niveau municipal. Chaque ville définit au fil des années sa couleur du temps par ses affiches, ses annonces, la visibilité ou non des services sur son territoire, par ses tarifs, par sa capacité à développer la mise au centre des usagers dans chaque préoccupation municipale. Et ce avant chaque décision, choisie ou dictée par la politique nationale. Dans les villes, il existe la possibilité d'une extension du domaine des droits des personnes : Dans certaines communes, seuls les enfants des parents qui travaillent ont accès aux « études du soir » ; dans d'autres tous les enfants peuvent y avoir accès. Je ne déclinerais pas tous les champs des possibles. Pour cela, il suffit de se reporter aux divers programmes ou projets qui sont présentés lors des élections municipales. Cependant, ce n'est pas par cela que se construit, que s'appréhende l'essentiel d'une politique de gauche.

LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

La démocratie participative semble être la vertueuse pensée développée par tous les élus, d'une manière ou d'une autre. Mais justement, c'est cette manière ou une autre qui est importante. La démocratie participa-

tive, si elle est une vertueuse pensée, peut être aussi un carcan permettant de mettre au pas la pensée, éloignant ainsi les participants de l'essentiel de ce que devrait être une politique de gauche. La démocratie, pleine et entière, suffit pour définir l'essentiel d'une pratique politique de gauche. La démocratie est participative de fait, et pour qu'elle ne soit pas un morceau de démocratie assignée au choix des couleurs des boîtes aux lettres, il faut qu'elle s'exerce à tous les niveaux et dans tous les lieux. Le développement de la pratique démocratique fait partie de la nécessaire conquête de degrés de liberté. Sont remodelées à chaque expérience les capacités à repenser la démocratie et s'avancer encore, à chaque expérience de préférence réussie ou pour le moins analysée. Cependant, les lieux possibles de démocratie vivante, évolutive sont peu nombreux. Les mondes de l'entreprise, de l'éducation, de la santé, de la culture, par exemple sont régis par la course aux profits permanents, toujours plus performants, toujours plus castrateurs, déniaient tout droit aux personnes d'exister personnellement ou en groupe, sauf parfois au prix d'efforts de longue durée, de mobilisations répétées. La dignité, les ressources des personnes sont mises à mal au nom d'intérêts supérieurs difficiles à identifier, mais marquant les destinées humaines, collectives ou individuelles de leurs talons de fer destructeurs.

Je vais vous raconter une anecdote, courte mais épouvantable : À Bobigny, il y a un quartier avec des centaines de logements sociaux construits suite au cri de l'abbé Pierre en hiver 1954. La

citée en question qui porte le joli nom de l'Étoile fait partie d'un programme plus large de rénovation urbaine incluant des constructions-démolitions, la création de logements étudiants dans une tour réhabilitée, l'ouverture du quartier vers le centre ville. Dans la cité, le tram est à deux pas, mais la voirie est trop étroite pour que des bus circulent. Un beau projet a vu le jour, il y a quelques années. Un projet travaillé avec les habitants, sous la forme d'ateliers urbains, avec une troupe de théâtre en résidence, des fêtes de quartier, de rencontres avec les élus. Le projet est né, respectant même les contraintes budgétaires. À cette occasion les canons de la démocratie participative ont été respectés et enrichis, à la satisfaction générale et même sûrement celle des trois ministres de droite signataires de cette action au titre de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. Fin juillet, une partie des habitants devant déménager était déjà en train de faire ses cartons quand un avis du ministère de la Culture tombe comme un couperet : interdiction de faire quoi que ce soit dans cette cité considérée tout à coup comme un joyau de la nation ! L'architecte Candilis, connu et respecté, a théorisé sur le logement social il y a soixante ans. Il avait fait un bon travail par rapport aux contraintes (pas plus d'un million de centimes par appartement). Cependant il ne donnait lui-même pas plus qu'une cinquantaine d'années d'espérance de vie à son œuvre. Et il avait raison, vu les conditions de vie actuelle dans cette cité ! Voilà l'Étoile gelée dans sa misère, pour on ne sait combien de temps, avec de vives inquiétudes au sujet des financements à venir, un jour... La population de l'Étoile, championne de France toute catégorie de la démocratie participative, s'est vue bafouée, méprisée. La démocratie participative, dans ces conditions, est une histoire dont on ignore si elle se finira bien ou pas, dont on ignore le devenir. Cette interrogation est valable aussi bien pour les participants, comme pour les organisateurs. La participation des citoyens, n'est-elle pas alors un « divertissement », qui les éloigne des discours et des décisions des ministres du Logement successifs, des ministres de la Culture, eux aussi successifs ? De tout ce qui est structurant ? Et parfois pour un long moment. Irréversible ?

UNE DÉMOCRATIE À CONSTRUIRE

La période que nous vivons, marquée, pour aller vite, par ce que certains appellent la crise économique, et qui est pour la grande majorité des personnes une crise sociale, me renforce dans l'idée que la vie politique est la composante essentielle de cette démocratie à construire. Redonner le pouvoir à ceux qui en sont exclus, c'est mettre de la politique au cœur de la ville, de ses habitants et c'est tout le défi de la participation des citoyens à l'exercice des pouvoirs.

C'est un défi colossal. Notre pays développe depuis quelque temps des dénis de démocratie, forts quant à leurs résultats néfastes, et symboliquement très graves comme le non-respect des parlementaires, ces élus considérés par la nomenklatura politique comme loin du terrain. C'est-à-dire hors sol comme les tomates qui n'ont pas de goût. Chaque élu, à chaque niveau qu'il travaille, se doit de libérer la parole des interlocuteurs qu'il peut avoir, les multiplier, aller en rechercher de nouveaux. C'est ainsi que de nouvelles idées peuvent naître, être mises en commun et progresser. C'est ainsi que la passion pour la cité, au sens grec du terme, peut devenir intérêt pour la politique. Pour la politique de la vie, celle qui est utile pour vivre ensemble, en recherche d'harmonie ? Voire – pourquoi pas – de bonheur.

L'EXPÉRIENCE DES PERMANENCES

Bobigny, comme beaucoup de villes ici et ailleurs, concentre de la pauvreté, de la précarité. Je reçois sans rendez-vous une fois par semaine des dizaines de personnes qui viennent m'exposer leurs réalités. Il s'agit de questions de santé, d'éducation, de travail, surtout de logement. Chaque personne m'apporte en général la preuve que, quelque part, le principe d'égalité entre les individus a été bafoué. Ces rencontres en tête à tête font partie de la démocratie dans la ville. Permettre la présence de la maire, ouvrir un dialogue direct afin que chaque personne, électrice ou pas, puisse m'interpeller quand elle le souhaite, c'est le droit de chacune et chacun. C'est mon devoir de répondre à tous et à toutes. Je peux réorienter la plus grande partie des visiteurs vers les services municipaux compétents et trouver les interlocuteurs autres qui pourront tenter de faire avancer les questions posées. La qualité du dialogue, la rapidité de la

réponse, même une simple réorientation, ont parfois plus d'importance que la solution même. Cela prouve combien les personnes dans notre pays sont toujours surprises d'être écoutées et entendues. Il s'agit pour moi, par l'expérience des permanences sans rendez-vous, de faire ressortir la possibilité de la fraternité, la possibilité de l'égalité. Mon ambition, par ce travail, car c'est un travail difficile, n'est pas de faire encore plus fort en démagogie que ceux qui nous gouvernent, comme aime à le proclamer l'opposition dans ma ville. Il ne s'agit pas d'annoncer en secret des promesses qui ne seront jamais tenues, mais d'évoquer des droits et leurs élargissements. Il s'agit de tisser des liens, de ces liens qui ne s'achètent pas au rabais.

ORGANISER UNE DÉMOCRATIE VIVANTE

La construction démocratique passe par tous les domaines de la vie. Il faut sans relâche remettre l'ouvrage sur le métier. Pour les nouveaux arrivés dans la ville. Pour celles et ceux qui y ont grandi et veulent prendre la parole, avec l'espoir qu'ils portent en eux. Pour ceux qui se trouvent intéressés tout à coup par une question particulière, par des nouveaux projets, ou bien touchés par des craintes. Chaque occasion de rencontre peut être objet de pratiques démocratiques. Ce mode de travail nécessite de l'énergie, un groupe de direction uni et convaincu de l'apport précieux de chaque individu, comme il est, où il est. La démocratie vivante nécessite de l'organisation. Elle a aussi un coût, car elle n'est pas naturelle. Les structures permettant ce travail de fond doivent pouvoir évoluer, comme évolue la pensée collective quand elle est nourrie de l'intelligence elle aussi collective. Il s'agit d'instaurer au fil du temps des rites citoyens intéressants, inventifs, permettant à toutes celles et ceux qui le veulent d'approfondir des questions, d'être informés d'abord, tous d'une manière égale, de formuler leurs questions, leurs remarques, d'élaborer des réponses, des suggestions ou bien de penser des idées nouvelles. La démocratie sous cette forme ne s'arrête pas aux frontières de la collectivité et chaque question posée est traitée ensemble, avec ses causes et ses conséquences. Et ce n'est pas parce que le président de la République a commis des discours paralysant l'égalité, comme sa péroraison de Grenoble, qu'il est interdit de faire vivre, partout où c'est possible, des combats comme celui du

Que cherche la société ?

droit des jeunes et des moins jeunes à se construire un parcours de vie réussie avec le collectif « ville » ou bien « département » et – pourquoi pas ? « circonscription ». Et ce n'est pas parce qu'à Dakar, la même personne a tenu des propos insultants à l'égard des Africains, que nous ne devons pas, et même plus que jamais, nous battre pied à pied pour le droit de vote des immigrés qui symboliserait, là encore, le respect du citoyen, celui qui vit et agit dans la cité.

Sous diverses formes, de diverses manières, il faut réunir, entendre, écouter, nous enrichir de la pensée et de la parole des uns et des autres. Les jeunes, peuvent ainsi participer aux débats politiques. Les femmes sont très nombreuses à formuler, et le plus

souvent avec talent, ce qu'elles souhaitent, ce qu'elles veulent. La pratique démocratique doit être évaluée, et ce n'est pas toujours le plus simple. Parfois, je me compare à une des Danaïdes remplissant consciencieusement son tonneau. Parfois, la clairvoyance de certains de mes interlocuteurs me laisse émerveillée. Je me prononce clairement : la participation citoyenne est essentielle à la vie politique. Je tiens à préciser le sens du mot que j'emploie : essentiel, car relatif à l'essence. La vie politique exprime des choix marqués, des choix de société, des choix de vie. La démocratie est un de ces mots malmenés par l'histoire mais qui a, je pense, de beaux jours devant elle. La démocratie implique le

partage des savoirs, pour comprendre ; et le partage des pouvoirs devient alors une aspiration partagée.

J'aurais souhaité aborder les rapports des élus avec la démocratie, celle qui se cristallise le jour des votes...C'est un autre sujet. Je dirai simplement que permettre de réunir les conditions pour que l'expression populaire soit effective redore le blason de la politique, couche par couche. Nous pouvons partager avec des personnes engagées, avec des observateurs bienveillants, neutres, voire des opposants, l'assurance qu'il existe d'autres possibles que le repli, la peur, le mépris, la triade de la régression humaine. ■

*Catherine Peyge est maire de Bobigny

INQUIÉTUDES, DYNAMIQUES IDÉOLOGIQUES, ATTITUDES POLITIQUES, QUOI DE NEUF EN 2010 ?

Résultats d'une enquête SOFRES élaborée et exploitée par Guy Michelet et Michel Simon à la demande de la fondation Gabriel Péri.

MICHEL MASO*

Je vais évoquer quelques-uns des résultats de l'enquête que la Fondation Gabriel-Péri a fait réaliser en juin dernier auprès d'un échantillon de 1504 personnes et dont nous avons confié le terrain à la SOFRES. Mais avant, je vais faire quelques remarques – quatre en tout – à propos de la genèse et des objectifs de cette enquête.

D'abord, je veux indiquer que l'élaboration du questionnaire, puis à présent l'exploitation des réponses, ont été confiés à deux sociologues que beaucoup d'entre vous ici connaissent : Guy Michelet et Michel Simon. Dans l'élaboration du questionnaire, ils se sont efforcés de rester dans la continuité des travaux de recherche qu'ils mènent depuis le milieu des années 60. C'est en 1966, précisément, qu'ils les ont débutés avec une première enquête, à l'initiative de la direction du PCF de l'époque. Et dans l'effort d'interprétation dont ils ont cet après-midi à la Fondation livré, comme ils le disent eux-mêmes, un « premier regard », ils ont pu, pour un grand nombre de questions, solliciter parfois jusqu'à vingt enquêtes, réalisées entre 1962 et 2010, afin de suivre certaines évolutions.

Troisième remarque : j'ai parlé précédemment de continuité. Je précise, car c'est l'essentiel, qu'il s'agit pour Guy Michelet et Michel Simon, d'étudier, je les cite, « les systèmes d'attitudes, de représentations et de valeurs qui, associés aux comportements politiques, permettent d'en interpréter le sens et d'en comprendre les transformations. »

La présente recherche part de l'interrogation suivante : « Trois ans après les scrutins de 2007 et deux ans après « l'octobre noir » de 2008, quels changements dans les préoccupations et les inquiétudes des Français, leur vision du monde social, leurs orientations éthiques et culturelles, leur rapport au politique ? » Au fond, quoi de neuf dans la société française, sous le double effet du « sarkozysme » au pouvoir et de la crise ?

Enfin, quatrième et dernière remarque, la restitution organisée aujourd'hui n'est vraiment qu'une première étape. Et donc, mon propos devant vous également. Michel Simon et Guy Michelet vont poursuivre leur travail, et il fera l'objet d'une publication, sans doute relativement dense, de la Fondation Gabriel-Péri dans les semaines à venir. A ce stade, que nous dit l'enquête ? Je ferai sept observations.

1 • Le maintien, à un niveau élevé, du sentiment d'appartenance à une classe sociale, avec une poussée accentuée de l'identification à « classe moyenne », tandis que se confirme le « déclassement » de « classe ouvrière ».

Je donne trois courtes séries de chiffres, qui intéressent la longue période 1966 - 2010.

- Le sentiment d'appartenir à une classe sociale varie peu : 61 % en 1966 ; 64 % en 2010.

- Mais pour la classe ouvrière, en 1966 : 23 % de réponse (la plus fréquente à l'époque) contre 6 % en 2010.

- Pour la classe moyenne, 13 % de réponses en 1966 ; en 2010 : 38 % de réponses (la plus fréquente aujourd'hui). De telles évolutions, en vérité de tels bouleversements, en disent long sur les changements non seulement objectifs mais aussi subjectifs intervenus dans la société française.

Et une première question se trouve posée : « Quelle signification les personnes interrogées donnent-elles elles-mêmes aux réponses qu'elles fournissent, et notamment au fait de se dire appartenant à la « classe moyenne » ? Et aussitôt une deuxième question, non indépendante de la première : « Faut-il conclure à la disparition de toute notion

d'opposition de classe, dans une société qui serait enfin recentrée et apaisée ? » Le sujet est à débattre...

2 ● Une très forte progression du sentiment de « mal-vie »

Au point où nous sommes peut-être dans un autre monde !

• 1966, 45 % disent avoir « l'impression de vivre mieux » ; 2010, ils ne sont plus que... 12 %

• 1966, 28 % disent « moins bien » ; 2010, ils sont... 72 %

Cela ressemble à un séisme et on note, d'autre part, que si sur la longue période il y a parfois des rémissions – nette en 1982, avec le premier gouvernement Mauroy – c'est entre 2001 et 2010 que ce sentiment de mal-vie bondit, passant de 44 à 72 %.

Enfin, ces évolutions s'effectuent de façon quasi parallèle dans tous les groupes sociaux : « moins bien » passe de 35 à 63 % chez les cadres/professions intellectuelles supérieures ; de 47 à 77 % chez les employés ; de 51 à 74 % chez les ouvriers.

Et, là aussi, trois questions au moins sont posées :

• Quel est le contenu vécu de ce sentiment de mal-vie ?

• En fonction de quelles « grilles idéologiques » les individus lui donnent-ils un sens ?

• Quelles conclusions en tirent-ils quant à leurs choix politiques ?

3 ● La poussée des inquiétudes sociales et économiques va nous permettre d'y voir plus claire.

Juste quelques chiffres.

• Le chômage inspire 73 % de « beaucoup d'inquiétude »

• La baisse du pouvoir d'achat : 64 % (52 % en 2001)

• La puissance sans contrôle des marchés financiers internationaux : 62 % (contre 41 % en 1998 ; 49 % en 2001)

Et ces évolutions sont, elles aussi, repérées dans toutes les catégories sociales. Même, elles sont au maximum chez les cadres et professions intellectuelles.

4 ● Les inquiétudes liées à l'absence d'autorité, à l'insécurité et au risque d'être « envahis » par les étrangers ne gagnent pas du terrain ; leur intensité est en baisse.

C'est intéressant parce que, compte tenu de la gravité de la crise, on aurait pu penser le contraire. Ainsi, l'inquiétude par rapport à :

• insécurité et violence : 2001, 76 % de

« très inquiets » ; 2010, 55 %

• augmentation du nombre des étrangers en France : « beaucoup » reflue de 40 % en 1998 à 35 % en 2001 ; 27 % en 2010.

En 2010, c'est le chômage qui suscite le plus d'inquiétude ; la crainte des étrangers est en queue de peloton.

Ces résultats ne conduisent nullement à minimiser la diffusion de ces craintes, ni surtout le potentiel de réactivation dont témoignent les réponses. Mais ils incitent à relativiser ce qui en est dit par tant de gens qui croient pouvoir déduire ce que pense le peuple à partir du temps d'antenne consacré à tel ou tel sujet par les journaux télévisés. Ils aident notamment à comprendre pour quelles raisons de fond des opérations comme le montage « identité nationale » ou l'expulsion discriminatoire des Roms n'ont connu dans l'opinion qu'un succès au mieux éphémère.

5 ● Nouveau recul de l'adhésion à l'idéologie libérale.

Là aussi, très vite, quelques chiffres :

• La Bourse : sa connotation négative passe de 29 % en 1988 (40 % de positif), à 74 % en 2010

• Privatisation : négatif : 36 % en 1988, 62 % en 2010

• Nationalisation : positif : 37 % en 1993, 51 % en 2010

• Capitalisme : négatif : 50 % en 1988, 64 % en 2010

Dans une enquête internationale, réalisée pour le compte de la BBC dans l'été 2009, la France est, de tous les pays comparables, celui où on estime le plus que le capitalisme de libre-échange est fondamentalement dans l'erreur et qu'on a besoin d'un autre système économique. Cela dit, comme quoi rien n'est simple, les mots profits et libéralisme ne sont pas autant décriés que ce à quoi l'on pouvait s'attendre.

• Profits n'est rejeté qu'à 53 %

• Libéralisme est jugé positif à 55 % (mais marque un fléchissement).

Mais ces mots, en particulier libéralisme, n'évoquent peut-être pas forcément, pour nombre de gens, la même chose que pour la minorité plus impliquée dans la réflexion et l'intervention économique et politique.

6 ● Changer la société.

• À la question : « Pensez-vous qu'il faut changer complètement la société ? », la réponse passe de 46 % d'approbation en 2007, à 56 % en 2010.

• Mais peut-on le faire ? Nous avons posé la question : « Malgré la mondialisation

et la crise, on peut tout de même améliorer les choses en France en prenant les mesures qui s'imposent » : 89 % « d'accord » (dont 38 % de « tout à fait »).

• Enfin, nous avons « testé » la popularité de trois mots : Écologie : 85 % de positif ; Socialisme : 56 % de positif ; Communisme : 18 % de positif (et 76 % de négatif).

Sur ce dernier mot, notons une certaine stabilité depuis 1998 et aussi le fait que le « positif » recueille 27 % chez les 18-24 ans.

Dernière remarque, et non la moindre...

7 ● La crise du rapport au politique, au sens institutionnel du terme, atteint un niveau sans précédent.

Quelques exemples :

• Un discrédit massif des responsables politiques.

Depuis 1978, on demande aux gens dans quelle mesure les responsables politiques se préoccupent (ou non) de ce que pensent les gens comme eux.

1978 : 15 % de « pas du tout » ;

2010 : 42 %

1978 : 36 % de « ils s'en préoccupent » ;

2010 : 16 %

• **Ceux qui ne font confiance ni à la droite, ni à la gauche pour gouverner** sont, en 2010, **massivement majoritaires**, à 69 % (contre 48 % en 2007).

• Enfin, on constate que les **générations récentes sont rétives à s'identifier à un « bord » politique plutôt qu'à un autre.**

Plus on est jeune, moins on se dit à droite (13 % chez les 18-24 ans, contre 30 % chez les 65 ans et plus) ou au centre. Mais on ne se déclare pas davantage à gauche ni (ce qui peut étonner) très à gauche (pas plus d'ailleurs que très à droite). De la sorte, la montée de ni à gauche ni à droite quand on passe des plus âgés (19 %) aux plus jeunes (44 %) est franchement impressionnante. Un monde sépare, sous ce rapport, les générations anciennes des plus récentes.

Voilà, j'en ai terminé, en ayant conscience d'avoir été trop lapidaire...

J'espère cependant que ces quelques indications seront utiles aux débats de ce week-end. Surtout, vous pourrez retrouver l'enquête intégrale sur le site de la Fondation (www.gabrielperi.fr) puis, la note de la Fondation Gabriel-Péri que signeront Michel Simon et Guy Michelat. ■

***Michel Maso** est directeur de la Fondation Gabriel-Péri

Que cherche la société ?

QU'ALLONS-NOUS FAIRE DE NOTRE VIE ?

Depuis la naissance jusqu'à l'accompagnement de la mort, le droit de tout être humain à vivre intensément sa propre vie et à en faire une œuvre devient un objectif de transformation collectif tout autant qu'un enjeu de transformation personnel

PATRICK VIVERET*

C qui vient d'être dit au cours de cette table ronde et notamment lors de l'enquête montre bien que l'on ne peut pas raisonner selon un modèle binaire. Le fait qu'il y ait, par exemple, un recul de l'idéologie libérale n'entraîne pas symétriquement une remontée de ce qu'était l'idéologie socialiste. Le fait qu'évoquait Jean-Christophe LE DUIGOU, qu'il n'y a pas de sentiment d'échec du mouvement social, n'implique pas pour autant qu'il y ait un sentiment de victoire. C'est-à-dire, on est dans une situation où il y a besoin de faire intervenir des éléments tiers et il me semble que, au fur et à mesure des interventions, l'un des éléments clés, c'est justement la question de la capacité, aussi bien individuelle que collective, à reprendre du pouvoir sur sa propre vie. D'où le fait que le titre de mon intervention « Qu'allons-nous faire de notre vie ? », qui pourrait donner le sentiment que c'est une question purement personnelle, est en réalité une question de plus en plus collective, sociétale et même politique, au sens le plus fort du terme.

Pourquoi cette question du choix de vie, de reprise du pouvoir sur sa propre vie, devient à ce point déterminante ? D'abord parce que les sentiments des logiques de domination, quelles que soient leurs formes – économique, mais aussi politique, culturelle, de genre, le phénomène du patriarcat – ont comme caractéristique fondamentale de prendre le pouvoir sur la vie d'autrui. Ceci est, d'ailleurs, au sens fort du terme, la définition de l'aliénation et qui mériterait d'être revisité. Du même coup, face à des logiques de domination qui s'expriment par de la prise du pouvoir sur la vie d'autrui, les logiques d'émancipation se caractérisent par la volonté de reprendre du pouvoir sur l'ensemble de sa vie. Il ne s'agit pas simplement d'agir sur le rapport entre capital-travail et sur la capacité à réguler face à des logiques de dérégulation. Tout ceci est vrai, bien sûr, mais plus fondamentalement, il existe cette question de la logique émancipatrice par rapport à la logique dominatrice.

DÉMESURE ET MAL DE VIVRE

Cela renvoie à quelque chose qui, je crois, est très profond et se situe au cœur des différentes facettes de la prétendue crise, qui permet de prendre en compte, aussi bien la dimension écologique que sociale ou financière, mais aussi culturelle, des phénomènes de domination. Si vous prenez les différentes facettes qui les unifient, nous observons la présence d'un couple : celui formé par la démesure et le mal de vivre. Par exemple, c'est la démesure dans les rapports à la nature qui est au cœur de tous les dérèglements : le dérèglement climatique et les atteintes majeures à la biodiversité font partie de ses manifestations. C'est aussi la démesure qui est au cœur de l'aggravation des inégalités sociales. À l'échelle mondiale, quand 225 personnes possèdent une fortune équivalente à celle de 2,5 milliards d'êtres humains, c'est de la démesure. Au cœur de nos propres sociétés, quand les rapports, qui étaient de 1 à 35 au maximum dans les inégalités, deviennent des rapports de 1 à 300, voire de 1 à 1000, c'est également de la démesure. Elle est, évidemment, au cœur de la crise financière qui était évoquée d'entrée de jeu au cours de cette table ronde. Sachons par exemple que, sur les marchés financiers, la part des transactions qui correspondent à des biens et à des services réels représente moins de 3 % des échanges financiers et la part spéculative 97 %. Mais derrière cette démesure il y a, et cela est moins évoqué, du mal de vivre et de la maltraitance. Le programme des Nations unies pour le développement l'avait clairement exprimé dans son rapport de 1998 lorsqu'il avait établi le rapport entre les ressources qui auraient été nécessaires à l'époque pour traiter les besoins fondamentaux de l'humanité : l'accès à l'eau potable, la faim, les soins de base et le logement. Il avait ainsi mis en évidence qu'à l'époque il aurait suffi de 40 milliards de dollars supplémentaires par an, alors qu'au même moment où, selon la thèse qui affirmait que les caisses étaient prétendues vides, l'on prétendait ne pas trouver ces sommes, on était

capable d'en trouver dix fois plus pour la publicité (400 milliards de dollars), dix fois plus à minima pour l'économie de la drogue – je dis à minima puisque, évidemment, la part souterraine est importante – et vingt fois plus (800 milliards de dollars) pour l'armement. Or, quelle est la caractéristique essentielle de ces trois budgets ? En ce qui concerne l'économie de la drogue, il est clair que c'est la gestion économique du mal-être. Sur l'économie de l'armement, nous savons bien que la majorité des dépenses ne sont pas des dépenses de protection, mais de gestion de la maltraitance, de la peur et de la domination. Si nous abordons la publicité, que fait-elle essentiellement ? Elle n'organise pas de grandes campagnes mondiales d'information, là où ce serait nécessaire – sur l'eau, la faim, les soins de base, etc. – et pour soutenir les organisations locales ou internationales qui porteraient ces problématiques-là. La publicité a pour effet principal d'être une gestion consolatrice des effets d'une triple rupture. Tout d'abord celle du rapport à la nature : plus il y a de destruction écologique, plus la publicité met en scène la beauté. La deuxième rupture concerne la destruction du rapport à autrui : plus il y a de rivalité, de compétition, de stress et de tension dans les rapports à autrui, plus la publicité met en scène de l'amitié, de l'amour, de l'harmonie, de la paix, etc. Et troisièmement, plus il y a de destruction du rapport dans la vie intérieure des individus, plus la publicité met en scène de l'authenticité et de la sérénité, correspondant à un rapport à soi transformé. Au sens fort du terme, ce sont donc des dépenses consolatrices et compensatrices. Cela correspond tout à fait à ce que Catherine Peyge évoquait tout à l'heure sous la catégorie du divertissement.

L'une des fonctions de la domination, c'est aussi le divertissement. Si l'on établit ce lien entre la question de la démesure (sur les plans écologique, financier et social) et la question du mal-être, de la maltraitance et du mal de vivre, nous percevons mieux que les stratégies dynamiques à mettre en place sont du côté de la soutenabilité écologique et de l'acceptation des limites par rapport à cette démesure, du côté de la régulation financière par rapport à la démesure des marchés financiers et du côté de la reconstruction de la logique égalitaire par rapport à la démesure des inégalités.

LE BIEN-VIVRE

Il faut, évidemment, faire tout cela, mais il faut également traiter la question du mal de vivre et de la maltraitance. Du même coup, le débat né dans les forums sociaux mondiaux traite des sociétés du bien-vivre. Je pense en particulier au forum social mondial de Belém, dans l'Amazonie brésilienne, à l'initiative des peuples indigènes. La question du bien-vivre comme alternative au mal de vivre devient une question politique et sociale et pas simplement une question individuelle. Elle conduit, en même temps, à revisiter les approches traditionnelles des forces critiques à l'égard du capitalisme, qui étaient essentiellement centrées sur le rapport entre le travail et le capital. Elle ne se contente pas de repenser la redistribution des richesses – qui est bien sûr parfaitement nécessaire – mais elle pense différemment la nature de la notion de richesse et d'activité.

Aujourd'hui, la définition statistique et économique de l'activité représente en moyenne 11 % du temps total de la vie. La quantité des activités, qu'elles soient domestiques, associatives exprimées par le bénévolat, et l'ensemble des transferts de connaissances ou de savoirs non marchands, tous ces éléments-là sont invisibles dans la représentation et le calcul de l'activité, au sens, par exemple, du produit intérieur brut.

UNE STRATÉGIE ÉMANCIPATRICE

Nous ne pouvons avoir des stratégies dynamiques et émancipatrices que si nous nous plaçons sur l'ensemble des temps de vie, depuis la naissance jusqu'à l'accompagnement de la mort, le droit

de tout être humain à vivre intensément sa propre vie et à en faire une œuvre devient un objectif de transformation collectif tout autant qu'un enjeu de transformation personnel. Il me semble à ce moment-là que nous retrouvons là une actualité conforme à l'un des objectifs historiques du mouvement ouvrier lui-même : le mouvement de l'œuvre et pas simplement un mouvement du travail. La capacité de tout être humain à faire de sa vie une œuvre, à devenir artiste de sa propre vie, à prendre au sérieux la question du métier qui ne se réduit pas à la notion de l'emploi, du travail ou du job. Le métier, au sens du compagnonnage, c'était le ministère mystérieux. Le droit au métier n'est pas sur l'axe du « qu'est-ce que vous faites dans la vie ? » mais sur celui du « que faisons-nous de notre vie ? » C'est pour cette raison que l'objectif historique du mouvement ouvrier était également le dépassement du salariat. Ces éléments, paradoxalement, commencent à trouver une actualité parce que la nature même de la réponse aux logiques de démesure, de mal de vivre et de maltraitance, exige de se placer sur le terrain du bien vivre et de penser l'ensemble des terrains sur lesquels cette capacité à se mettre debout et à vivre intensément sa propre vie est tout à la fois un objectif personnel et collectif. Il me semble que si nous rassemblons tous ces éléments, nous voyons bien qu'une stratégie dynamique est possible. Il s'agit de celle que, par exemple, dans le cadre de nombreux acteurs de l'économie solidaire, nous appelons le trépied du rêve. Le rêve représente alors l'articulation avec la résistance créatrice, celle-là même qui

va dire « non » à l'inacceptable sous toutes ses formes, celle-là même qui va dire, comme Stéphane Hessel, « Indignez-vous ! » Mais cette résistance créatrice doit être également articulée à une vision transformatrice qui pose cette question de société du bien-vivre en tant qu'alternative à la maltraitance. S'il n'y a pas une telle articulation, la lutte risque de tourner à la révolte désespérée.

L'EXPÉRIMENTATION ANTICIPATRICE

Le troisième pilier est celui de l'expérimentation anticipatrice. Sans attendre les transformations structurelles qui sont celles de sociétés du bien vivre, il est possible, ici et maintenant, d'aller plus loin dans la réalisation de ce type de projet, comme lorsque le mouvement ouvrier était capable à la fois de lutter contre les formes inhumaines des débuts du capitalisme industriel et d'imaginer un autre monde, y compris avec la vision d'une future sécurité sociale et sans attendre de réaliser les caisses de secours mutuel, les bourses du travail ou l'organisation syndicale. Nous sommes aujourd'hui, me semble-t-il, dans une situation où les mouvements sociaux et les mouvements démocratiques et l'articulation entre les enjeux sociaux et politiques est fondamentale pour la qualité démocratique. Elle vise à aller le plus loin possible dans l'articulation des résistances, des visions transformatrices et des expérimentations anticipatrices. Alors, à ce moment-là, le droit à prendre en charge sa propre vie et à faire de l'émancipation une lutte dynamique collective devient porteur d'espérance. ■

*Patrick VIVERET est philosophe, président de l'Observatoire de la décision publique

PEUT-ON CHANGER LA FRANCE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ?

16



Le combat politique pour réorienter l'Europe, la recherche d'une autre civilisation visant en particulier l'émancipation des marchés du travail, de la finance et des productions, la compatibilité entre égalité des droits, progrès social et enjeux écologiques, la place de la jeunesse sont les éléments forts de cette partie.

UNE POLITIQUE DE GAUCHE EST-ELLE POSSIBLE À PARTIR DES RÉALITÉS DE L'EUROPE ET DU MONDE D'AUJOURD'HUI ?

Un gouvernement de gauche ne doit pas faire le choix entre renoncer à son ambition sociale ou sortir du cadre européen.

FRANCIS WURTZ*

Je commencerai par un point d'histoire. Je me souviens avoir vu et entendu à la télévision l'ancien conseiller économique de François Mitterrand expliquer le tournant de la rigueur de 1983 en liaison avec la crise du système monétaire européen. Il disait, avec cette formule terrible : « Nous avons à choisir entre la gauche et l'Europe. » Je me permets ce rappel historique afin de répondre à la première des trois questions qui nous sont posées, à savoir : quelles sont les composantes incontournables d'un projet de gauche ?

Puisqu'il est reconnu qu'il y a contradiction entre un projet de gauche et l'actuelle construction européenne, il ne s'agit donc pas de réorienter la gauche, mais bien de réorienter l'Europe.

La première des choses, parmi les composantes incontournables d'un projet de gauche en matière de dimension européenne, est de créer les conditions pour que jamais plus un gouvernement de gauche ne doive faire le choix entre renoncer à son ambition sociale ou sortir du cadre européen, ce qui impliquerait de se retrouver en butte aux assauts des marchés financiers et de la mondialisation capitaliste.

LES FONDEMENTS D'UNE RÉORIENTATION

Quels sont les fondements qui doivent porter une telle réorientation pour rendre possible un véritable projet de gauche ?

Premier fondement. Nous devons agir contre l'extrême dépendance aux marchés financiers afin de la réduire substantiellement. La Banque centrale européenne, par exemple, est entièrement conçue pour séduire les marchés financiers ; le pacte de stabilité est totalement échafaudé pour rationner les dépenses publiques et sociales, à un moment où il faudrait, au contraire, les développer ; la sacro-sainte liberté de mouvement des capitaux qui figure

même dans le préambule de la charte des droits fondamentaux...

Deuxième fondement. Nous devons sortir de l'hyper concurrence et du défaut de solidarité dans la construction européenne. Nous sommes face à une concurrence entre tout le monde, une guerre de tous contre tous, y compris entre États membres. L'Allemagne, principal partenaire de la France, n'hésite pas à lui mener une guerre commerciale. L'Irlande, avant l'effondrement, menait une guerre fiscale à ses partenaires en offrant aux entreprises qui acceptaient de s'installer sur son territoire un impôt sur les sociétés deux à trois fois moins important que la moyenne européenne. Il n'y pas de solidarité, non plus, dans la « zone euro » qui est totalement incapable de garantir un taux d'intérêt égal à ses États membres et l'écart devient faramineux dès lors qu'un pays est évalué de façon négative par les agences de notation.

Troisième fondement. Modifier en profondeur ce que j'appellerai « le déni de souveraineté ». Par exemple, le modèle de développement libéral est fixé dans les traités européens, alors que cela devrait dépendre d'un choix au suffrage universel. C'est pour cela que vous voyez toujours se réaliser la même politique alors que des gouvernements différents se succèdent. C'est l'un des problèmes majeurs de la crise politique que nous connaissons. De même, il y a des lieux de pouvoir très importants qui sont dans les faits et même de droit, comme la BCE et son intouchable indépendance, inaccessibles aux citoyens et à leurs représentants. Le comble est atteint avec la mise sous tutelle d'États entiers, lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes financiers majeurs. Donc, en réponse à la première question, la réponse est claire, la réorientation de l'Union européenne est l'un des fondements essentiels d'un véritable projet de gauche.

UN COMBAT POLITIQUE

Ce qui nous amène à la deuxième question, éminemment beaucoup plus complexe. De quelles marges de manœuvre nous disposons et quelles sont celles que nous devons conquérir

afin d'obtenir ces transformations indispensables à la réussite d'un projet de gauche ?

Si nous ne voulons pas toucher aux traités, les possibilités d'évolution sont pour le moins minimes, sinon insignifiantes. Si nous acceptons la démarche qui consiste à se diriger vers des réorientations profondes, nous devons nous persuader qu'il s'agit d'un combat politique, organisé et de longue haleine. Je pense que nous pouvons sérieusement dire aujourd'hui que, même si cela va être une rude bataille, c'est envisageable et ceci pour plusieurs raisons, de plus en plus actuelles :

La crise du modèle libéral européen dans les faits, mais aussi dans les consciences.

Dans les faits, nous n'avions jamais entendu quelqu'un comme le président du Conseil européen, Monsieur Van Rompuy, dire publiquement que la zone euro lutte pour sa survie. Cela s'apparente à briser un tabou monstrueux. Idem pour le Figaro Économie de mardi dernier qui illustre toute sa première page d'un jeu de dominos en pleine culbute et titrait : « À qui le tour ? » L'aveu est terrible ! Et pour éclairer mon propos sur la crise dans les consciences, je citerai l'ancien commissaire européen Mario Monti qui, dans un rapport officiel remis au président de la Commission européenne, écrit au sujet de l'Europe : « Jamais le marché unique n'a été aussi impopulaire ; il y a une vraie contestation. » Il y a malheureusement un tel écart entre ce que promettaient les traités, je cite celui de Lisbonne : « L'Union européenne a pour but de promouvoir le bien-être de ses peuples et d'établir entre eux une union sans cesse plus étroite » et ce que les gens vivent ! La réalité en Europe aujourd'hui c'est l'austérité exacerbée, la course au moins-disant, la guerre de tous contre tous, etc.

L'état du monde est à la fois un produit et un vecteur au sein de l'Union européenne. Même si c'est encore plus ou moins confus dans beaucoup d'esprits, l'état actuel du monde nourrit l'idée qu'il est nécessaire de dépasser le capitalisme. Il suffit d'ouvrir son poste de télévision pour contempler

Peut-on changer la France dans le monde d'aujourd'hui ?

toute la misère du monde : le contexte déplorable en Haïti, les dramatiques conséquences de la situation climatique sur la biodiversité, la militarisation des relations internationales ou les scandaleuses spéculations, y compris sur les matières premières alimentaires. Le prix de la tonne de blé vient de subir une augmentation de 70 % en un mois. C'est un drame absolu qui prépare à de futures émeutes de la faim. Sans oublier la violation des valeurs éthiques fondamentales, comme avec les récentes révélations sur les tortures américaines en Irak.

L'implosion du cœur du système financier se rajoute maintenant à tout cela. Cette réflexion sur un monde qui est en bout de course, qui fait mal et qui ne veut pas disparaître, doit absolument être prise en compte, en particulier lorsque l'on évalue les possibilités d'une réorientation et de rassembler sur cette idée.

Le potentiel d'investissement citoyen dans de grands enjeux de société et de civilisation.

Il a été révélé de manière spectaculaire avec l'expérience de 2004-2005 sur le traité constitutionnel européen. Or, tout ce qui représentait une menace à l'époque est aujourd'hui devenu réalité. Cela crée une crise touchant à la légitimité de l'Union européenne telle qu'elle se présente actuellement. Cela rend également possible une nouvelle sollicitation des citoyens et des citoyennes, un appel à leur intelligence et à leur détermination pour rechercher, ensemble, la voie de la réorientation.

En conclusion de cette deuxième question : y a-t-il des marges de manœuvre ? La réponse est oui. C'est un combat, mais ces marges peuvent être conquises, même si bien évidemment les grands mouvements sociaux que nous avons connus dernièrement en France mais aussi en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Irlande, sont encore loin de la recherche commune d'une solution politique.

LA BATAILLE DES IDÉES

D'où la troisième question, la plus difficile : comment faire pour passer de ces potentialités à la réalité d'un rassemblement majoritaire capable d'imposer de tels changements ?

S'il existait, à cet égard, une solution « clé en main », nous le saurions. En

fait, tous ceux qui, en Europe, s'intéressent au changement, la recherchent et tous peinent à la trouver. Mais au moins, peut-on, à la fois modestement et ambitieusement, pointer quelques insuffisances majeures dans notre façon de traiter les enjeux européens et apporter des améliorations qualitatives dans ce sens :

La bataille des idées doit être ancrée sur les transformations à opérer en Europe, dans les luttes sociales, écologiques, démocratiques ou pacifiques. Quelle lutte, aujourd'hui, n'a pas une dimension européenne ? Ce faisant, il ne faut pas se contenter d'un discours trop général allant parfois jusqu'à la caricature. Je suis persuadé que nous avons les moyens de mener une véritable éducation populaire autour des enjeux européens, parce que nous devons montrer tous les lieux de pouvoir à investir ou à contester. C'est la dimension moderne de la lutte des classes. Nous retrouvons les adversaires à tous les niveaux, dans les entreprises, dans les institutions, au niveau local mais aussi au niveau européen et mondial. Si nous ne fournissons pas un effort de même intensité à tous les niveaux, nous passerons à côté de quelque chose. Il faut le faire en s'adressant à tout le peuple de gauche. Sans étroitesse d'esprit, y compris en sachant valoriser les convergences partielles dans la recherche de solutions. Il faut évidemment des confrontations franches mais elles doivent être constructives. Si nous désirons réellement créer un mouvement de masse capable de changer les choses, nous devons adopter cette attitude.

PARTIR DU RÉEL

Nos propositions alternatives doivent être les plus crédibles qui soit. Cela veut dire qu'il faut partir du réel pour ensuite inscrire nos propositions dans un processus de rupture graduel et bannir toute nouvelle version européenne du Grand Soir. Nous ne devons pas gommer la complexité de la tâche à accomplir. Tout ce qui ressemble à un « il n'y a qu'à » n'est pas audible, en particulier sur les questions européennes. Je vais vous donner un exemple très concret d'une bonne pédagogie politique : la proposition relative au Fonds européen de développement social, faite par un membre de cette tribune, Paul Boccara. Pourquoi cet exemple en

particulier ? Parce qu'il part du réel : la crise et le débat actuel sur la Banque centrale Européenne, puis il s'inscrit dans un processus graduel de rupture. Il ne dit pas qu'il faut supprimer, abroger et interdire, comme nous aimons tant le faire. Au contraire, il dit qu'il faut faire reculer le besoin qu'ont les États de recourir aux marchés financiers et que la création monétaire de la Banque centrale européenne doit être prédominante pour qu'elle puisse acheter des titres publics. Il ne simplifie pas les données du problème mais explicite au mieux celles qui sont objectivement complexes. C'est ce que l'on nomme l'appel à l'intelligence, à la responsabilité et à la réflexion. Nous devons nous engager à hisser la bataille politique à ce niveau.

TRAVAILLER AVEC LA GAUCHE EUROPÉENNE

Nous avons besoin d'une ouverture beaucoup plus résolue et systématique vers nos voisins européens. En effet, plusieurs constats, que nous pourrions comparer à un anachronisme contreproductif, sont à déplorer : nous nous connaissons extrêmement mal, nous nous entraînons très peu et la confrontation de nos visions respectives sur un avenir commun déclenche trop souvent des tremblements de terre. Par exemple, qui est au courant, hormis les lecteurs assidus de l'Humanité, que les grands syndicats allemands avancent une proposition voisine de celle de Paul Boccara ? La gauche européenne qui souhaite une transformation est capable d'acquiescer une véritable capacité d'initiative commune et cela concerne toute la gauche.

Il est vrai que mes propos sont émaillés de beaucoup de « si ». Mais le problème c'est decristalliser ces potentialités. Imaginons, un instant seulement, un gouvernement de gauche véritablement porté par un mouvement citoyen déterminé et instruit, qui déciderait d'ouvrir à l'échelle de l'Europe le débat sur ce qui ne peut plus durer et ce qui doit changer. Ne croyez-vous pas que cela produirait une réaction parmi les peuples grecs, portugais, espagnols, irlandais et même chez nos voisins allemands ? C'est un magnifique défi à relever. ■

*Francis WURTZ est député européen honoraire

QUELLES ACTIVITÉS HUMAINES AU-DELÀ DE LA DOMINATION DES MARCHÉS

Réussir à maîtriser et à commencer à dépasser les marchés pour une nouvelle vie

PAUL BOCCARA*

Les derniers événements en Europe, avec la crise en Irlande, et dans le monde, avec les piteux résultats du dernier G20, renforcent le défi de l'opposition entre la gravité de la crise systémique et les besoins de réponses d'une tout autre ampleur pour le progrès social. Les luttes sociales en France, en Europe et dans le monde ne concernent pas seulement les résistances face aux défis de la crise du capitalisme mondialisé. Elles se rattachent aussi aux aspirations à une autre vie.

VERS UNE AUTRE CIVILISATION

Ainsi, les grandes luttes récentes en France sur les retraites ont une portée de civilisation. Elles ont une double dimension. L'une est économique et sociale, en concernant les besoins sociaux effectifs et une transformation de progrès des financements, émancipés de la domination des marchés financiers. Mais il y a une seconde dimension, non-économique, qui concerne la vie en société, le type d'activités humaines et la civilisation. On nous dit qu'avec l'allongement de l'espérance de vie, il faut naturellement travailler plus longtemps. On ne peut pas se contenter de répondre qu'il y a d'autres possibilités de financement. Il faut opposer à la prétendue nécessité naturelle l'idée de profiter pleinement du progrès de l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé, en développant des activités sociales libres. Avec la productivité nouvelle de la révolution informationnelle et son originalité, on peut réduire le temps de travail dans tous les moments de la vie : par l'accroissement du temps de formation initiale avant de travailler, la réduction des horaires pour la vie de travail, avec l'augmentation de la formation continue ou des activités hors travail, et un allongement du temps de retraite pour des activités sociales libres, culturelles, politiques, associatives, etc. qui se développent déjà d'ailleurs. Ce changement du modèle cul-

turel de la retraite participerait à un autre type de société. Cela donnerait plus de force aux luttes sociales et cela contribuerait à une transformation de la civilisation.

On peut considérer une exemplarité de cette problématique de civilisation. Cela ne concerne pas seulement la domination des marchés financiers, pour d'autres financements, mais celle de tous les marchés. Et cela concerne tous les moments de la vie, pour une autre vie. Le besoin de rassemblement à gauche pour sortir des souffrances sociales et transformer la société ne peut signifier une réduction des ambitions des propositions transformatrices. Au contraire, face à la démagogie de Sarkozy sur les questions sociales, comme à propos de la dépendance, ou sur les questions internationales, comme avec ses prétentions pour la présidence du G20, ou encore sur la sécurité, il faudrait créer une grande vague populaire, mobilisée par la réponse aux aspirations à une vie nouvelle pour chacun et soutenant des propositions précises et cohérentes dans ce sens. Bien sûr, les propositions audacieuses doivent être inscrites dans le prolongement d'avancées immédiates. Cela concernerait la mise en place et le développement graduel d'institutions fondées sur le triangle : nouveaux objectifs sociaux, nouveaux moyens financiers, nouveaux pouvoirs. On viserait à maîtriser tous les marchés et même à commencer à les dépasser pour des avancées émancipatrices dans tous les moments de la vie et de civilisation.

EMANCIPER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

En ce qui concerne le marché du travail, il s'agit d'avancer vers un système de sécurité d'emploi ou de formation. Nous proposons de progresser par des mesures graduelles vers ce système. Pleinement réalisé, il assurerait, à chacune et à chacun, soit un emploi, soit une formation rémunérée pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une continuité de bons revenus et droits et avec des passages d'une activité professionnelle à une autre, des rotations emploi/formation maîtrisées par les intéressés. Un système de sécurité d'emploi ou de

formation permettrait d'avancer vers l'éradication du chômage, grâce à son dépassement. Ce « dépassement », selon un concept issu de Hegel et de Marx, signifie réussir à éradiquer le chômage, car on conserve sa force et un problème de fond auquel répond le chômage, c'est-à-dire le mouvement des activités et des techniques poussé par les suppressions d'emplois, mais cela sans les maux économiques, sociaux et moraux du chômage. Cela résulterait du passage de l'emploi à la formation rémunérée. Cela s'oppose aussi bien à la « flexisécurité » prônée dans l'Union européenne avec la domination écrasante de la flexibilité de facilitation des licenciements et des sécurités très limitées, qu'aux rigidités et aux gâchis des garanties et attributions autoritaires d'emplois comme en Union soviétique.

Cependant, des mesures immédiates et progressant graduellement pourraient concerner : des améliorations radicales de l'indemnisation de tous les chômeurs et de leur insertion dans de bons emplois, des moratoires des licenciements pour permettre des contre-propositions des salariés et de leurs organisations dans les entreprises avec des arbitrages, la généralisation de mises en formations avec conservation du salaire, en vue de bons reclassements des licenciés, de nouveaux contrats sécurisés, des conférences régionales et nationales de programmation de soutiens des emplois et formations, et enfin un service public d'emploi et de formation avec affiliation de tous les actifs dès la fin de l'obligation scolaire ou de la scolarité effective.

Est-il possible d'aller dans ce sens et avec quelles forces ? Des points d'appui existent. C'est d'abord la montée des idées nouvelles, surtout dans les syndicats. La proposition de sécurité d'emploi ou de formation par le PCF a contribué, avec d'autres influences, au projet de sécurité sociale professionnelle de la CGT. Et ce dernier, avec d'autres influences, a contribué au consensus de tous les syndicats sur la « sécurisation des parcours professionnels », expression reprise de façon démagogique même à droite. C'est ensuite une série de mesures, certes

Peut-on changer la France dans le monde d'aujourd'hui ?

très réduites et refoulées, mais tendant à aller dans ce sens, comme les trop petites mesures de conservation du salaire dans certains cas pour des licenciés pendant un an avec mise en formation, dont notamment la CFDT souhaite l'extension très considérable.

EMANCIPER LES MARCHÉS FINANCIERS

Pour les marchés monétaires et financiers, nous proposons un autre crédit pour l'emploi et une monétarisation des dettes publiques pour l'expansion des services publics.

Pour un nouveau crédit, il s'agit d'un crédit bancaire avec des taux d'intérêt très abaissés, jusqu'à zéro (et même négatifs, c'est-à-dire avec des réductions de remboursement) pour des crédits à long terme pour les investissements réels, matériels et de recherche, avec des taux d'autant plus abaissés que sont créés de bons emplois et formations. Cela se réfère à une construction sur quatre niveaux :

- **Le niveau local et régional**, avec des Fonds publics régionaux, de prise en charge de tout ou partie des intérêts, pouvant être saisis par les travailleurs à l'appui de leurs propositions dans les entreprises.

- **Le niveau national** avec un pôle financier public, regroupant les institutions financières publiques ou parapubliques et socialisées y compris certaines nationalisations de banques. Il pourrait inclure en France la Caisse des dépôts, la Banque postale, les banques mutuelles, les caisses d'épargne et certaines banques qui seraient nationalisées. Ce pôle public serait lui aussi ouvert aux saisines des travailleurs et de leurs organisations.

Pour ces deux premiers niveaux, on peut déjà avancer en France, même si le troisième est le plus décisif.

- **Le niveau zonal** comme celui de la Banque centrale européenne, qui, au lieu d'être indépendante, doit être contrôlée démocratiquement, depuis les parlements européens et nationaux et depuis les interventions des travailleurs et de leurs syndicats. La BCE, par sa création monétaire, refinancerait les banques ordinaires pour le nouveau crédit.

- **Le niveau du monde.** Outre une transformation démocratique de la Banque mondiale, cela concerne une refonte du

FMI et de ses opérations. Il s'agit de sa démocratisation, avec la suppression de la minorité de blocage des Etats-Unis sur les votes importants. Et une véritable monnaie commune mondiale, pour s'émanciper du dollar, serait instituée à partir des Droits de tirage spéciaux du FMI ou DTS. On viserait, avec une création monétaire de DTS puis de cette monnaie commune, allouée en fonction des besoins des différentes populations, un refinancement des banques centrales pour le nouveau crédit.

Une seconde transformation fondamentale concernerait, pour l'expansion des services publics, la prise de dettes publiques par la création monétaire des banques centrales et par le FMI nouveau, avec la monnaie commune mondiale. L'enjeu consisterait en des prises systématiques pour financer une expansion massive des services publics, en convergeant vers l'instauration de Services ou Biens publics et communs de l'humanité. Déjà, nous avons pu proposer face à la crise des dettes publiques européennes et de l'euro, pour faire reculer l'appel aux marchés financiers du nouveau Fonds de stabilisation financière, une prise systématique de dettes publiques des différents pays européens par la BCE, en liaison avec un Fonds européen de développement social, pour l'expansion des services publics en coopération dans l'Union européenne.

Ici aussi, il existe de nombreux points d'appui : depuis la mise en place de Fonds publics régionaux par les majorités de gauche dans quelques régions, quoique utilisés seulement jusqu'à présent pour des aides traditionnelles aux entreprises, jusqu'au début de changement important de la BCE acceptant, à l'opposé du tabou antérieur, de prendre des titres de dette publique européens quoique sans finalité sociale mais pour les créanciers ; ou encore la proposition de la DGB, la centrale syndicale allemande, allant dans le même sens que notre proposition concernant la BCE et le Fonds de développement social européen ; ou enfin la proposition chinoise d'une autre monnaie de réserve internationale que le dollar, soutenue par le Brésil et la Russie.

Emanciper le marché des productions En ce qui concerne le marché des productions, de nouveaux critères de gestion « d'efficacité sociale » des entreprises pourraient faire reculer les critères de rentabilité, en dépassant ces

critères synthétiques décentralisés, dans une mixité conflictuelle et évolutive. A l'opposé de la rentabilité « profit/capital », on combinerait économie de capital et dépenses de développement des êtres humains. On s'appuierait sur des critères d'efficacité du capital : « valeur ajoutée/capital ». Sur la base de l'élévation de cette efficacité du capital en valeur ajoutée, avec moins de besoins de profits pour faire grandir le capital, on pourrait viser à élever la « valeur ajoutée disponible » pour les travailleurs et la population : salaires, dépenses de formation, prélèvements publics et sociaux, tout en soutenant la réduction du temps de travail. Cela s'articulerait à des droits nouveaux des travailleurs et de leurs organisations pour intervenir dans les gestions. Cela pourrait être stimulé avec une politique concertée industrielle et des services, une démocratie participative pour une planification stratégique et incitative.

Cela s'appuierait notamment sur la montée dans les entreprises des luttes pour des contre-propositions, contre les licenciements, les délocalisations et les restructurations de destructions d'emplois. Cela s'appuierait aussi sur la montée des exigences d'une véritable politique industrielle concertée, depuis les syndicats comme la CGT, jusqu'à la démagogie des promesses présidentielles dans ce sens.

Face à la gravité des défis écologiques, de simples taxations et subventions ou des objectifs de réduction, comme pour les émissions de CO₂, sont insuffisants. Ils sont contrecarrés par les productions installées et les gestions des grands groupes. Les limitations, réglementations et objectifs devraient donc être articulés à d'autres critères de gestion visant notamment à économiser les moyens matériels. Il serait aussi reliés à des refontes systématiques des types de production et de consommation, impulsées par des services publics nationaux de l'environnement, coopérant au plan international, zonal et mondial, à l'opposé des illusions sur le capitalisme vert et des détournements de ses récupérations du besoin d'un autre développement.

En ce qui concerne le marché mondial, avec des mesures de maîtrise et de compensation des dissymétries des échanges et des délocalisations, des accords de coopération permettraient des réciprocitys. On remplacerait l'Organisation mondiale du commerce



par une Organisation de coopération et de maîtrise du commerce mondial pour le co-développement. De nouveaux accords internationaux, des joint-ventures nouvelles, ou co-entreprises, et des accords de développement en commun pourraient s'opposer aux dumpings monétaires, fiscaux, écologiques, avec des protections négociées. Ils s'opposeraient aussi aux dominations d'Etats et des multinationales des zones de libre-échange, transformées en zones de coopération, avec également des coopérations interzonales du type « euro-méditerranée » profondément démocratisées. Tout cela se relierait à la promotion de Services ou Biens publics et communs de l'humanité, dans les différents domaines économiques et non-économiques.

Pour finir, il convient d'insister sur le fait que l'on ne peut réussir à maîtriser et à commencer à dépasser les marchés pour une nouvelle vie, sans l'avancée de nouveaux pouvoirs de démocratie participative et d'interven-

tion, aux différents niveaux, et d'une nouvelle culture de partages pour animer les nouvelles institutions.

Évidemment, toutes ces propositions doivent pouvoir être débattues pour ce que l'on a appelé un programme populaire et partagé. Ce débat ne peut se limiter aux sommets et aux directions d'organisations, ni se perdre dans des phrases générales et un « supplément d'âme ». Il doit pouvoir se démultiplier, sur des points précis, avec le plus possible de citoyens et de militants associatifs, syndicalistes et politiques, en liaison avec les luttes et les aspirations populaires. C'est le sens que je vois dans ces rencontres organi-

sées par le Parti communiste français pour débattre bien au-delà de ses rangs. Comme économiste marxiste, travaillant sur ces questions, je pense, pour ma part, que les communistes ont une responsabilité particulière dans l'organisation des discussions et pour porter, en coopération avec bien d'autres, mais sans effacer des questions décisives, ces propositions pour avancer vers une autre société. Une société où, à l'opposé du travail contraint et du chômage, prédomineraient les activités créatrices de chacun, pour une nouvelle civilisation. ■

*Paul Boccara est maître de conférences honoraire en sciences économiques

ÉGALITÉ DES DROITS, PROGRÈS SOCIAL ET ENJEUX ÉCOLOGIQUES SONT-ILS DES OBJECTIFS COMPATIBLES ?

Conquérir des degrés de liberté, face à l'affaiblissement de la démocratie, exige de cerner les mécanismes qui empêchent, à la fois, le progrès social et l'égalité et qui aggravent en même temps la crise écologique.

YVELINE NICOLAS*

Merci de m'avoir invitée à donner un éclairage, dans le cadre de votre initiative, que malheureusement je n'ai pu suivre jusqu'à présent. Ma venue est un peu impromptue, comme l'a dit Sylvie, et je ne vais donc pas faire un discours construit, à l'instar de Paul Boccara qui a proposé un programme mondial qu'il suffit maintenant de mettre en œuvre. Il a même parlé d'écologie... C'est bien pour un économiste marxiste ! Il est le premier à avoir abordé la limitation des ressources naturelles... Je vais partir de l'énoncé lui-même de

mon intervention. Ma première réaction en tant que représentante d'ONG investie dans le champ du développement durable, de la solidarité internationale et des droits humains - avec une tentative de croiser ces trois approches et la question transversale de l'égalité des femmes et des hommes au niveau des droits humains - me donnerait tendance à rajouter à la question « égalité des droits, progrès social et enjeux écologiques », celle du modèle économique. Mais il en a été question précédemment, donc je pense que chacun comprend que ces trois aspects sont totalement indissociables. Si je me réfère à l'énoncé, je trouve que deux mots sont très importants et tout à fait légitimes. Il est essentiel d'avoir posé la question de l'égalité, parce qu'en participant à de nombreuses concertations associatives et en répondant aux médias, on s'aperçoit que l'égalité est en train de revenir à la mode. Cela nous change un peu de l'équité dont on parle beau-

coup au niveau européen. Il y a aussi l'égalité des chances qui n'est pas du tout l'égalité des droits. Poser l'égalité des droits, c'est toucher au socle du développement humain, que l'on doit promouvoir. Il y a aussi la notion de progrès qui est réaffirmée dans l'énoncé. Le progrès est décrié par certains courants écologistes mais il est important de pointer le fait qu'il s'agit du progrès social.

Ces considérations sémantiques peuvent paraître simplistes mais je trouve qu'il faut être extrêmement vigilant sur les mots, notamment lorsque l'on fait de l'éducation. Tout à l'heure, il a été dit qu'il fallait faire de l'éducation populaire. Cela commence par le fait de se mettre d'accord sur ce dont on parle. On y est très sensible quand on travaille dans la solidarité internationale. Au sein du forum social mondial (qui n'a pas été évoqué jusqu'à présent), nous avons mis des années à élaborer certains langages communs.

ÉCOLOGIE ET DROITS HUMAINS

La question de la compatibilité entre écologie et droits humains est pour moi fondamentale et elle traverse un peu toutes les autres. C'est une question qui fait clivage dans le milieu associatif, entre les ONG de solidarité inter-

Peut-on changer la France dans le monde d'aujourd'hui ?

nationale et les associations environnementalistes. Pour certains on n'a plus le temps de s'occuper de l'égalité et du progrès social. Nous n'avons plus, peut-être, qu'une quinzaine d'années pour réorienter les choses. Alors, que devient la notion de progrès lorsque l'on a que quelques années pour faire des choix ? La question est importante. Cette compatibilité est également au centre des négociations internationales depuis quarante ans et la conférence de Stockholm en 1972. Un ministre brésilien a déjà répondu à la demande internationale qui proposait de faire de la forêt amazonienne un bien commun mondial sanctuarisé. Effectivement, si celle-ci disparaît, c'est l'équilibre climatique qui périclité plus rapidement encore que prévu. Le ministre a répondu oui et qu'il en serait ainsi quand nous ferions aussi de l'égalité des droits et de la lutte contre la pauvreté un bien commun mondial. Le débat n'a pas évolué depuis cette époque-là. Celui-ci est au cœur des négociations climatiques qui se poursuivent actuellement. Ce qu'il me paraît intéressant de noter, c'est que la notion de justice climatique ou de justice environnementale a été promue par des associations et des ONG. Aujourd'hui, elle est au centre des débats, notamment pour ce qui concerne le climat et elle est prise en compte dans le discours de l'Union européenne ou de la France. C'est quelque chose qui est devenu incontournable. Cette histoire de compatibilité entre écologie et droits se résout très bien par la notion de justice environnementale ou de droit à un environnement sain qui, en France, est constitutionnalisé. Je pense que c'est un point d'appui qu'il ne faut pas négliger.

En ce qui concerne les degrés de liberté à conquérir, face à l'affaiblissement de la démocratie, je dirais qu'il faut vraiment **cerner les mécanismes qui empêchent, à la fois, le progrès social et l'égalité**. Ceux-ci aggravent en même temps la crise écologique.

De façon pragmatique, je citerai une coalition citoyenne qui est assez peu connue et non appréhendée par le milieu politique : Alter EU, dont nous faisons partie au niveau d'un collectif pour **l'encadrement et la transparence du lobbying**. Tout à l'heure, nous parlions de l'Europe. Actuellement, le problème qu'elle rencontre, c'est que la Commission européenne est co-gérée

par les intérêts industriels et financiers. L'impact de ces intérêts sur la décision publique est massif. En France, le débat a été lancé à l'occasion des conflits d'intérêts. Une commission, mise en place par le gouvernement, planche en ce moment et va prochainement - dans une dizaine de jours - remettre son rapport. Cette question des conflits d'intérêts est devenue trop voyante dans notre pays. Il faut savoir qu'une bonne partie des commissaires européens deviennent immédiatement, après la cessation de leur activité, des lobbyistes au service des industriels, des banques, etc. C'est un problème majeur qui est débattu actuellement au niveau européen mais qui est également présent chez nous, à l'Assemblée nationale ou dans les instances décisionnelles. Nous promovons des actions telle que la création des registres obligatoires des lobbyistes, pour qu'au moins nous puissions mesurer l'étendue du problème, avec les sommes mises en jeu, les intérêts défendus, etc.

Il faudrait aussi prendre en compte la question de **la conquête du pouvoir médiatique**. Il existe un rapport parlementaire récent d'un élu PS dont l'objet est la dépendance des médias français. Comment donc rendre les médias plus indépendants et notamment les journalistes d'investigation qui s'adressent surtout aujourd'hui à un cercle de convaincus ? Comment faire passer l'information au niveau du grand public ?

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Parmi les autres degrés de liberté à conquérir, il y a celui des inégalités entre les femmes et les hommes. Il s'agit de l'absence de parité au sein de l'ensemble des instances décisionnelles. Nous avons parlé également des banques européennes et de la BCE. Il n'y a aucune femme dans ces organismes-là. Cela veut dire que la politique économique et financière est exclusivement masculine. En matière de stratégie de développement durable, au niveau français, il a été mis en place un comité de suivi national qui ne comporte que trois femmes pour trente hommes. L'un des sujets fondamentaux de l'agenda de Rio dans le domaine du développement durable, c'est la participation à l'égalité des différents groupes d'acteurs, y compris les femmes.

Parmi les chemins à emprunter et les questions à se poser, il faudrait aborder la **notion de décroissance**, ce qui est peut-être mal venu dans cette assemblée. Nous parlions de civilisation et je crois que la problématique est d'actualité. Il est nécessaire de débattre autour de ce concept. Je me souviens avoir participé aux forums sociaux européen et mondial et, au début, nous nous battions avec les syndicats de gauche au sujet de cette question parce qu'ils souhaitaient absolument que la croissance économique soit l'axe des débats. Il y a eu des crépages de chignon mais nous avons beaucoup avancé car j'observe qu'aujourd'hui les axes du forum social mondial, qui aura lieu au mois de février 2011 à Dakar, traitent de façon assez claire de tout ce qui tourne autour de la décroissance. Les ONG du Sud ont beaucoup poussé dans ce sens.

Je dirais qu'il faut affronter le problème de **l'encadrement strict de la publicité** afin de la faire régresser parce qu'il est difficile de changer de mode de développement si nous n'arrivons pas à rompre avec l'injonction consumériste dans laquelle est emberlificotée la plupart des gens. Le surendettement des Français vient aussi de là.

REFONTE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Il faut également se poser la question de la refonte du système éducatif. Le programme qui est proposé ne pourra être mis en œuvre que si nous passons de la culture de la compétition à celle de la coopération. Cela commence à l'école. Comment le système éducatif doit-il favoriser la créativité et l'humain au lieu de préparer à l'insertion dans le monde du capitalisme et de la productivité par le stress. La gestion par le stress prend sa source à l'école. Pour finir, je pense qu'il serait souhaitable d'introduire une plus grande transdisciplinarité dans vos travaux afin de rassembler davantage d'acteurs. Si nous reprenons ceux qui étaient définis comme fondamentaux dans l'Agenda 21 et donc dans le développement durable, nous comptons les ONG, les syndicats et les milieux de la recherche également. Ces derniers ne sont pas suffisamment associés à ces travaux, y compris la recherche alternative. Enfin, n'oublions pas aussi les jeunes et les femmes. n

***Yveline Nicolas** est coordinatrice de l'association Adéquations

JEUNESSE : LA SOCIÉTÉ EN PERSPECTIVE ?

Une société qui n'est pas capable de recevoir sa jeunesse est une société mortifère

JOËLLE BORDET*

Des jeunes, il y en a toujours eu. Ce n'est pas parce qu'il y a des jeunes, qu'il existe un travail auprès d'eux. Ce qui est important, c'est la façon dont on appréhende cette question. Je propose deux approches :

UNE APPROCHE DÉMOCRATIQUE

On ne peut pas construire de démocratie sans la jeunesse. Cette dernière s'est manifestée en 1968 et, depuis, lors du CPE. Régulièrement, la mobilisation de la jeunesse fait peur et, en particulier, celle des lycées et de l'université. Elle participe au jeu démocratique. Je pense que cela pose une question importante à la démocratie et à ceux qui influencent sa construction. Cela pose la question du pouvoir. Je pense qu'aujourd'hui on ne donne pas suffisamment de pouvoir à la jeunesse. Et pas seulement à celle des quartiers populaires, mais à la jeunesse dans son ensemble. Elle n'est pas prise en compte comme un vecteur démocratique obligatoire pour renouveler la démocratie. Ce n'est pas facile, je le sais. Lorsque l'on est un élu ou un responsable technique, c'est parfois compliqué de traiter ce problème du pouvoir. Pourtant, nous avançons. Chaque fois que les élus ont pris le risque de partager du pouvoir ou d'accompagner le pouvoir de la jeunesse, alors il se passe des choses inattendues.

Je ne vais pas citer trop d'exemples mais, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, je me rappelle d'un moment où quarante jeunes étaient présents aux côtés du maire et lui disaient : « Monsieur le Maire, il y en a marre de la concertation, maintenant nous voulons décider. » Le maire a alors répondu : « Un peu plus tard. La ville, ce n'est pas le supermarché ! » Ils ne s'entendaient pas. Depuis, ils ont mené un grand travail sur le racisme, accompagnés par les élus. Je peux vous dire qu'il y a des choses qui se font parce que l'on fait des expériences ensemble. La question démocratique, c'est aussi la prise de risque, c'est l'expérience et la possibilité d'exercer le pouvoir ensemble. Il ne

suffit pas de créer des conseils locaux de jeunes pour affirmer que cela représente du partage de pouvoir.

UN ENJEU ANTHROPOLOGIQUE

Une société qui n'est plus capable de recevoir sa jeunesse est une société mortifère. Nous sommes dans un cycle mortifère. Je sais que c'est compliqué, qu'il est difficile de prendre en compte à la fois le vieillissement et l'arrivée des jeunes. Mais si nous avons davantage d'adultes qui se tiennent debout dans une démarche d'accueil, nous n'aurons pas à nous plaindre d'avoir une jeunesse violente et qui ne peut pas se situer dans le monde d'aujourd'hui. Les jeunes ne peuvent pas exister et les adolescents ne peuvent pas grandir s'ils n'ont pas des adultes présents auprès d'eux, solides et porteurs d'une autorité bienveillante. Il y a donc un vrai problème qui n'est pas situé du côté de la jeunesse. J'interviewe énormément de jeunes et je trouve qu'ils possèdent une énergie considérable. Ils n'ont jamais été aussi éduqués et je m'interroge sur ce que l'on fait de ce potentiel.

Lors du débat sur les retraites, j'ai été passablement énervée par le discours ambiant. Il y a pourtant un véritable enjeu anthropologique et généalogique et je me suis souvent demandé si on allait enfin en parler. Nous ne pouvons pas tout ramener non plus à une question de chômage des jeunes. Peut-on, en fait, penser le problème des retraites sans se poser la question de l'existence des dynamiques généalogiques et anthropologiques ? Cette idée a eu très peu d'écho alors qu'elle constitue une base de réflexion très importante pour les sociétés européennes. Lorsque je me déplace au Brésil, j'observe qu'ils ne sont pas dans une dynamique identique à la nôtre, vis-à-vis de la jeunesse, malgré le fait que ce ne soit pas simple chez eux aussi. Ils n'en ont pas peur. Aujourd'hui, nous avons peur de l'arrivée des jeunes et de leur énergie.

J'aime beaucoup les travaux d'Hannah Arendt au sujet de la crise de la culture car elle a bien cerné cette question de la nécessité d'accueillir la jeunesse. Je travaille régulièrement avec des gens du Commissariat au Plan, en particulier avec Pierre-Jean Andrieu qui a écrit le rapport Jeunesse, le devoir d'avenir.

Je pense que nous ne sommes pas au bout de l'affaire... Alors, par rapport à ces questions, quels sont les enjeux que je considère comme cruciaux aujourd'hui ? J'ai le nez qui traîne, essentiellement, dans les quartiers populaires et je vais donc surtout vous parler de cette jeunesse. Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports entre « les jeunes ». J'anime tous les ans un séminaire à l'École Centrale qui s'appelle « Rencontres des jeunes ». Peut-on parler d'une seule jeunesse aujourd'hui ? Quand on observe les enjeux si différents d'identification des jeunes par rapport à la société, on se pose des questions. Et pourtant, il existe des similarités : au niveau de l'arrivée dans la mondialisation, du système des valeurs, etc.

Il y a du travail à faire sur les critères qui caractérisent la jeunesse en tant que paradigme général. Nous y aurions intérêt, car à se pencher toujours sur la victimisation de la jeunesse en difficulté - le bout du bout de la victimisation, c'est la solitude et la mort - nous ne débouchons sur rien. Je me bats pour élaborer des politiques publiques de droit commun de la jeunesse afin de faire levier en direction des jeunes les plus en difficulté. Cela ne revient pas à nier la difficulté. Cette concentration permanente sur les jeunes déficients ou dangereux, qui a constitué un modèle ayant débuté avec la gauche et non la droite, ne permettra pas de construire une refondation au profit des jeunes des quartiers populaires si nous n'en sortons pas. Il s'agit d'une question de posture essentielle et il faut mettre en place les situations qui créent les ressources. Ces dernières n'existent pas en tant que telles. Elles existent parce qu'il y a des situations qui les révèlent. Je travaille là-dessus avec la prévention spécialisée et nous voyons bien que le sujet est extrêmement important pour refonder une posture vis-à-vis des populations des quartiers populaires (et pas seulement en direction de la jeunesse). J'œuvre beaucoup sur le rapport communautés / sociétés parce que l'on ne peut pas vivre sans former de communauté et de société. Comment dialectise-t-on ce rapport ? Si nous ne résolvons pas ce problème, alors nous ne pouvons pas accueillir la jeunesse. Celle-ci est symptomatique de difficultés et d'enjeux passionnants qu'il nous faut penser car ils constituent des mutations sociales. Il y en a assez de cette peur

Peut-on changer la France dans le monde d'aujourd'hui ?

des communautés, du communautarisme et autre. Il existe un enjeu véritable aujourd'hui : celui de faire communauté pour ne pas être face à la solitude et là, je vous renvoie au livre de Richard Sennett qui s'intitule : Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité.

LE COLLÈGE

Parmi les enjeux qui me semblent prioritaires, il y a la question du collège. Si les jeunes ratent leur scolarité au collège, ils ne s'en remettent pas. Sommes-nous face à un établissement de performance ou d'excellence ? Si nous persistons à demeurer axés sur la performance, nous n'éviterons pas la ségrégation interne. Je travaillais, l'année dernière, dans un collège où il y avait cinquante jeunes « invisibles », qui venaient dans l'établissement mais qui n'allaient plus en classe et qui n'assistaient qu'à des permanences où leur scolarité se bornait à un accompagnement le soir avec des éducateurs. Ce n'est pas possible qu'il en soit ainsi. Dans les statistiques du rectorat, ces jeunes n'apparaissaient pas. Vous voyez, cette question de la performance, par rapport à celle de l'excellence, est très importante parce que la sortie de ces jeunes du système scolaire est dramatique. Je dirai même qu'elle est tragique. Quand des jeunes vous disent : « Madame, je me suis senti abandonné, puis rejeté ! J'avais 12 de moyenne... ». Après, la façon dont ils s'expliquent la vie peut être sujette à caution. Je rencontre un nombre impressionnant de jeunes qui m'avouent : « Je ne suis rien, je ne sers à rien et, de toute façon, je ne sais pas ce que je veux... ». Comment peut-on savoir ce que l'on veut si l'on ne sert à rien ?

La sortie dans le vide des mêmes des collèges est inacceptable. Le problème est énorme. L'urgence de l'utilité sociale et de l'accueil des jeunes est instantanée. Et cela s'est accentué avec la crise, parce qu'il y a encore moins de possibilités de résoudre ces questions. Les programmes d'utilité sociale et le service civique volontaire seraient utiles s'ils n'étaient pas réservés aux seuls étudiants, mais également aux jeunes des quartiers populaires qui ne peuvent pas faire de longues études. Cette interpellation se pose à l'échelon national mais aussi à celui des collectivités locales. Nous sommes face à une phase significative où la jeunesse des

16-25 ans n'ira pas tout de suite exercer un métier. Cela nous renvoie à une intervention qui parlait de l'évolution du rapport au travail. Les jeunes refusent la dimension adaptative au travail. Ils revendiquent de pouvoir s'inscrire progressivement dans le travail par le développement aussi de forces créatives. Va-t-on l'entendre ? Comment peut-on relier utilité sociale, création de soi et rapport au travail ? Si nous ne menons pas de réflexion là-dessus, je ne crois pas que nous puissions organiser les mutations nécessaires pour accueillir, en particulier, les jeunes qui ne feront pas de grandes études. Monsieur le Président de la République ce n'est pas avec le doublement de l'apprentissage. Nous savons très bien que ce n'est pas l'unique problème. Il faut repenser le rapport au travail, l'utilité sociale et la reconnaissance de soi.

L'AUTONOMIE

Le deuxième enjeu fondamental, à mon avis, c'est l'autonomie des 16-25 ans. Comment peut-on, aujourd'hui, exister et construire son autonomie dans notre société sans équilibre entre le travail, la protection sociale et le logement. Nous sommes dans un pays très compliqué où tout est lié, ce qui n'est pas le cas au sein de tous les pays européens. Cet enclenchement systémique est un drame pour les 16-25 ans. Cela touche également au système de protection familiale. Si nous voulons accompagner l'autonomie de la jeunesse, que fait-on des politiques familiales ? C'est une discussion clé que nous avons régulièrement avec Pierre-Jean Andrieu. Il n'y a pas en France de possibilité de soutenir réellement les jeunes sur le chemin de l'autonomie, dans les rapports entre travail, protection sociale et logement. Les missions locales, elles-mêmes, ne peuvent pas y suffire, et d'autant plus aujourd'hui puisqu'elles sont réorientées, à l'image de Pôle emploi.

Quel soutien économique, social et contractuel va-t-on offrir aux jeunes de 16-25 ans ? Je pense aussi que la question de l'autonomie, c'est un accompagnement. Comment dire à cette population qu'ils sont de jeunes adultes mais qu'ils ne sont pas encore des adultes autonomes ? Nous voyons qu'il existe de bonnes actions au niveau local, qui sont menées entre les agglomérations et les communautés de communes sur le logement et j'in-

siste sur l'importance qu'il faut accorder aux politiques de l'habitat. Le premier degré de l'autonomie, c'est de pouvoir habiter quelque part de façon autonome et de ne pas devoir rester jusqu'à 30 ans chez ses parents. Cela rejoint le problème du travail. Les jeunes ne pourront pas trouver d'emploi s'il n'arrive pas à construire leur autonomie. La question de l'habitat est donc centrale.

LA STIGMATISATION

Une autre question qui touche tous les jeunes des quartiers populaires c'est la stigmatisation. Il y en a marre ! Elle n'a pas commencé avec la droite. Les « sauvages » c'est une expression de gauche, cela a débuté bien avant avec Chevènement. Ensuite, tout cela a été bien manipulé, jusqu'aux émeutes en 2005 et nous n'en sommes pas revenus. On est passé de la désignation stéréotypée à la peur. Avec le passage de vidéos en boucle, le monde entier a eu peur des jeunes. À présent, nous sommes passés au stade de la guerre. Le discours de Grenoble est une nouvelle étape franchie. C'est extrêmement grave ! Je travaille à La Villeneuve depuis deux ans sur un programme de lutte contre le racisme et le stéréotype. Le discours a produit un effondrement. Lorsque la population réclame la présence de la police nationale - parce que c'est dur et qu'il faudrait retravailler la question de l'insécurité, la première insécurité est d'ailleurs entre les jeunes eux-mêmes - et qu'on lui répond que seul l'hélicoptère sera de circonstance, c'est vraiment la guerre ! Ce n'est pas qu'un discours, il s'agit aussi d'un mode d'intervention qui, de fait, implique tout à fait autre chose et fait basculer les gens dans la guerre. Cela ne concerne pas qu'un seul quartier mais l'ensemble de la ville de Grenoble. Il y a des terrains d'essais. Nous entrons dans quelque chose qui prépare à la guerre sécuritaire. Je suis vraiment très inquiète car certains jeunes se prendront pour des ennemis et, pour quelques-uns d'entre eux, ce sera aussi l'unique façon d'exister et ils le revendiqueront. Lorsqu'on n'a pas une image positive de l'autre sur laquelle on peut s'appuyer, que fait-on ? C'est une vraie question politique. Quelle est la figure de l'autre pour ces jeunes, qui fait référence et qui n'induit pas qu'ils soient marqués ensuite par les stigmates ? Il est très difficile de répondre.

Cependant, je dois dire que lorsque quelque chose est réalisé au niveau local - je travaille également à Échirolles - les jeunes ne se livrent pas à la guerre. Il y a donc beaucoup à faire pour que la figure de l'autre existe suffisamment dans la vie, dans la paix et j'allais dire dans la politique, pour qu'ils ne se prennent pas dans les filets de la guerre. Le travail est énorme du côté des constructions identitaires, de la laïcité, de la reconnaissance du fait religieux, des rapports Nord/Sud et du « refoulé de la colonisation ». Je vais très vite et vous voyez tout le boulot qu'il faut accomplir. Si nous n'y prêtons attention, alors les jeunes ne pourront pas s'y retrouver. Je finirai là-dessus parce que le temps m'est compté.

DU LOCAL AU MONDIAL

Je voudrais dire une dernière chose. Bien évidemment, le travail doit être accompli surtout au niveau local. Je connais beaucoup de gens appartenant à des villes communistes ou à des communes de

gauche qui travaillent sur ces questions. Il ne faut pas non plus s'épuiser si un changement n'intervient pas au niveau national. Mais là, nous attendons tous la même chose... Cette question se posera à nouveau si la gauche revient au pouvoir, en particulier pour les problèmes d'allocation autonomie, de structures d'accueil de la jeunesse et des reconstructions identitaires, en particulier des signes politiques qui seront donnés sur le fait que tous ces jeunes sont français, que la question ne se pose pas et que la culture qu'ils apportent à la France est bénéfique. Ces quartiers « font culture » de manière spécifique. Lorsque les jeunes sont nés ici, ils ne sont pas du Mali ou appartenant à je ne sais quelle ethnie. « Ethnie », c'est un mot de la géographie coloniale. Lorsque l'on fait un travail auprès de la jeunesse, il est très important de s'intéresser à l'international. Aujourd'hui, notre force d'existence, c'est l'international. J'aime le livre de Balibar *L'Europe, l'Amérique, la Guerre*. C'est un livre magni-

fique qui dit bien comment ces quartiers populaires seront pris en tampon et piégés si nous n'entamons pas une réflexion sur l'international, tout en s'appuyant sur la nation. Au départ, je n'étais pas spécialement convaincue, mais lorsque je vois l'importance pour les jeunes d'avoir un sol sous les pieds, nous ne pourrons pas, de fait, en faire des citoyens du monde sans qu'ils ne se reconnaissent dans le cadre national. La question de l'Europe est bien compliquée mais, là aussi, il serait triste que certains jeunes aient accès au monde et à la mondialisation parce qu'ils appartiennent à des familles qui peuvent leur permettre cela ou parce qu'ils ont la langue pour eux, et que les jeunes des quartiers populaires n'aient plus que des rapports de co-développement qui ne sont qu'un enfermement dans des prismes d'origine. L'enjeu, c'est la circulation des hommes et pas des marchandises. ■

***Joëlle Bordet** est psychosociologue

COMMENT CONSTRUIRE LE CHANGEMENT POUR DYNAMISER LA SOCIÉTÉ ?

26



Travailler des réponses avec les forces politiques, syndicales, associatives, regagner la confiance comme coopération pour arriver à une transformation, démocratiser la culture à partir de la question éducative, changer de République sont les grands enjeux du changement abordés dans cette partie.

VERS UNE MOBILISATION POPULAIRE POUR LE CHANGEMENT ?

Mettre en débat les questionnements et les problématiques et travailler les réponses avec les forces politiques, syndicales, associatives

MARYSE DUMAS*

Je voudrais saluer cette initiative, et ce n'est pas une formule de politesse. Je suis profondément convaincue que dans une situation aussi nouvelle et complexe que celle que nous traversons du point de vue de l'évolution de la crise du système capitaliste à l'échelle mondiale, nous avons besoin de passer beaucoup de temps à identifier les problématiques en termes de débats, de confrontation et de recherche commune. Il y aura un avantage pour tous ceux, forces politiques, syndicales, associatives, qui seront capables d'assurer ces débats, de mettre en débat les questionnements et les problématiques et de démontrer qu'ils sont capables de travailler les réponses à partir de ces mises en débat. Je crois que ce sera un avantage, je pense que l'initiative d'aujourd'hui va dans ce sens et c'est pourquoi je tiens à la saluer. Avouez que sur un thème comme celui qui m'est confié : « comment aller vers une mobilisation populaire pour le changement ? », il faut à la fois être ambitieux et modeste, car si j'avais la solution, je vous promets que je vous donnerais la recette : premièrement se fournir les ingrédients, deuxièmement les mélanger de cette façon, etc. Malheureusement ce n'est pas si simple. Je ne vous présenterai donc que des réflexions à partager, contester ou enrichir.

ÊTRE AMBITIEUX ET MODESTE

Je pense qu'il faut être ambitieux sur la nature des réformes, des transformations à opérer. Avoir comme objectif de mettre un terme à l'exploitation capitaliste fait partie des ambitions que l'on doit se fixer. Mais il faut être modeste, d'une part parce qu'il faut prendre le rapport de forces tel qu'il est, l'examiner dans ses potentialités mais aussi dans ses difficultés, et en même temps regarder quelle est la place des forces qui incarnent cette volonté de mettre à bas le système capitaliste, la place et le nombre dans ce rapport de forces, et c'est ce que j'appelle la modestie. Ce n'est pas pour renoncer mais pour défi-

nir une stratégie qui corresponde à ce que l'on est capable de faire bouger pour pouvoir avancer vers une rupture progressive, comme le disait Francis Wurtz ce matin.

Contrairement à d'autres intervenants que j'ai entendus jusqu'ici, je vais commencer par mettre les essentiels d'une politique de gauche. Pour moi, les essentiels d'une politique de gauche tiennent dans la capacité à définir une stratégie de transformation de la société qui soit capable de nourrir et de se nourrir des luttes. C'est-à-dire une stratégie qui ne soit pas pensée en laboratoire mais qui conçoive des propositions à partir de l'analyse de ce que les luttes exigent et en même temps des obstacles qu'elles rencontrent pour que les objectifs fixés à ces luttes soient satisfaits.

Je pense que c'est aussi – vous allez me dire que j'ai répondu à la question en une feuille de papier – le moyen de se créer des espaces de liberté pour développer une politique en France, alors qu'à l'échelle du monde, les choses restent plus complexes, c'est-à-dire répondre à la thématique du débat de ce matin. Pourquoi ? Parce qu'une stratégie qui est pensée à partir des luttes à la fois dans leurs objectifs, dans leur finalité et des obstacles qu'elle rencontre, s'appuie forcément déjà sur un rapport de forces. Je pense que la question des questions est celle des rapports de forces à construire et sur lesquels on peut s'appuyer.

La définition du chemin est exactement la même chose. Je suis désolée de faire un raccourci aussi important. La définition du chemin est précisément d'analyser les luttes telles qu'elles sont, évidemment essayer de les porter plus loin, leur permettre d'exprimer toute leur potentialité. Pour moi, la fin est la transformation fondamentale de la société, le changement de système et les moyens sont à la fois l'analyse des luttes, les réponses aux luttes et en même temps des stratégies évidemment politiques, d'identification et de conquête des pouvoirs pour y parvenir.

RECONSTRUIRE DU COMMUN

Démarche démocratique et de rassemblement :

- Appui et encouragement aux mobilisations populaires
- Construction des réponses en lien

avec ces mobilisations.

Pour moi, c'est le cœur du Projet à construire. Ce n'est pas d'abord le Projet et ensuite on regarde comment on demande aux luttes de soutenir le Projet ; c'est concevoir le Projet en intégrant à la question des luttes et des rapports de forces. Ce n'est pas une question secondaire mais centrale. C'est mon opinion mais nous pouvons en débattre, évidemment.

Quelques éléments sur les caractéristiques des luttes, dans le domaine que je connais le mieux, c'est-à-dire le monde du travail, sachant qu'aujourd'hui en France, 89% de la population active sont salariés, soit 20 millions de personnes, les chômeurs faisant partie de la population active salariée.

Les luttes qui se mènent dans le monde du travail et sur les questions du travail sont évidemment décisives pour faire la société et participer à sa transformation.

Contrairement à une idée reçue, dans les dix dernières années, le nombre de luttes est en progrès en nombre statistique, en nombre d'entreprises où il y a des luttes et en nombre de salariés qui luttent. Mais problème : la participation à des journées nationales de grèves et de manifestations – hors mouvement des retraites dont je parlerai ultérieurement – est inférieure, elle diminue d'année en année. On voit donc là une première contradiction sur laquelle je pense nous devons réfléchir politiquement.

Syndicalement et politiquement les salariés luttent à partir du moment où ils ont le sentiment que la lutte qu'ils conçoivent va être efficace pour l'objectif fixé. On s'aperçoit que dans la situation où le rapport de forces est aussi complexe, où les perspectives politiques sont aussi floues que celles que nous connaissons – j'y reviendrai aussi – les salariés se disent qu'il faut se replier sur les revendications locales, catégorielles ou d'entreprise, et concevoir les modalités d'action en fonction de ces revendications. En revanche, il y a un grand doute sur l'efficacité de journées nationales pour modifier la politique du gouvernement, ou les plus grands choix nationaux. Cette question devrait être une des premières réflexions sur lesquelles le Projet doit se pencher. La question de la crédibilité d'une politique alternative à celle

Comment construire le changement pour dynamiser la société ?

menée actuellement et derrière la crédibilité d'une politique alternative, la crédibilité de pouvoir la gagner par un rapport de forces sous forme notamment de journées nationales. Bien sûr, cela interroge les organisations syndicales, c'est évident, on s'arrache les cheveux sur ce sujet. On sait qu'on est confronté à un éclatement très important du salariat ; le premier problème auquel on se heurte quand on est dans une confédération syndicale, c'est comment reconstruire du commun. Car l'éclatement du salariat conduit à un éclatement des revendications. Dans une même entreprise, on côtoie des salariés qui sont en situation de précarité, en emploi stable, quelquefois en statut, ils ont des employeurs différents, des conventions collectives différentes, des rythmes de travail différents, des préoccupations différentes, et même à l'intérieur d'une entreprise, il y a une très grande difficulté à construire des revendications communes. Alors à l'échelle territoriale ou nationale, c'est encore plus difficile.

La réflexion à laquelle, à la CGT, nous sommes arrivés, est qu'au lieu d'essayer de partir de la diversité des situations et d'essayer d'empêcher tel ou tel mauvais coup, nous avons peut-être à produire un projet syndical de transformation véritable du statut du travail qui permette aux luttes quotidiennes, aux luttes de catégories, aux luttes de services et aux luttes d'établissements, de se construire sur les réalités différenciées mais en perspective d'une conquête globale. J'ai entendu parler ce matin de la sécurité emploi, formation et du projet de la CGT de sécurité sociale professionnelle. Ce que je veux dire, c'est que le projet de sécurité sociale professionnelle de la CGT est une partie d'un ensemble plus vaste qui est un nouveau statut du travail salarié. Mais ce nouveau statut du travail salarié vise précisément à faire reculer la subordination qui résulte du contrat de travail entre le travail et le capital. Je pense qu'il fait partie du processus anticapitaliste. Je ne suis pas là pour développer ce sujet, mais cela me paraît toutefois important à signaler.

Toujours dans l'analyse des luttes, le mouvement des retraites que nous venons de vivre est dans la continuité des tendances lourdes dont je viens de parler sur les luttes et notamment du point de vue des formes d'actions. A plusieurs reprises, j'ai entendu quelqu'un hier parler de la grève générale

reconstruite. Si elle avait été possible, si elle avait correspondu à ce que souhaitaient les salariés, à plusieurs moments, elle aurait pu démarrer. Bien qu'on ne parle pas ainsi à la CGT, l'intervention de la CGT auprès de ses militantes et militants n'a pas manqué.

CONSTRUIRE DES LUTTES EN CONQUÊTE

En revanche, les salariés n'ont pas conçu de cette manière les modalités de leur action, précisément parce qu'ils ont intégré la question du niveau du rapport de forces et la question de la durée de la lutte. L'un des problèmes sur le mouvement des retraites est que c'était un mouvement contre un projet gouvernemental ; c'est aussi ce que nous avons vécu en 1995, en 2003 et en 2006 sur le CPE, même si nous avons gagné sur le CPE, la principale problématique est de passer du contre au pour. C'est-à-dire arriver à construire des luttes en conquête et pas seulement des luttes de résistance. Si nous parvenons à être sur des luttes en conquête, les gens qui luttent imposeront leur calendrier et les échéances et pas l'inverse. De ce point de vue, par rapport au débat, défaite ou victoire d'hier, je pense qu'il y a les deux. Evidemment, sur le sujet de la réforme de la loi des retraites, le mouvement n'est pas victorieux. C'est évident, mais en même temps ce n'est pas une défaite dans la mesure où les gens qui ont lutté ne se sentent pas défaits. Au contraire, ils ont trouvé dans le mouvement lui-même des raisons de confiance pour en créer d'autres.

Ce qui change dans la situation de la France aujourd'hui, c'est ce sentiment

qu'ont les gens qui ont lutté qu'ils ne sont pas défaits, qu'ils tiennent le bon bout et qu'ils vont se retrouver.

Afin de ne pas dépasser mon temps de parole, je vais dire une seule chose – j'en avais prévu d'autres mais ce n'est pas grave : la question de l'identification. Je crois que c'est la deuxième caractéristique nouvelle de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Une identification est en train de se faire autour de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre par rapport au capital, à la finance. Rappelez-vous les premières manifestations de 2009 sur la crise à l'appel de l'intersyndicale pour des alternatives à la crise. Elle avait déjà réuni plusieurs millions de personnes. On voyait la France du travail dans ces manifestations et il y avait effectivement des patrons de petites entreprises, des commerçants, des artisans, etc. qui estimaient être eux-mêmes sacrifiés sur l'autel de la finance. Avec le mouvement des retraites, c'est à nouveau la France du travail que l'on voit manifester et qui exige une transformation du partage entre capital et travail. C'est porté dans les luttes, pas seulement en disant que le travail sera moins exploité par la réduction de la durée du travail, même si c'est important, mais qu'il faut transformer le travail. C'est profondément anticapitaliste. Cela veut dire qu'il faut donner d'autres finalités au travail, un autre sens, un autre contenu, et cela rejoint les enjeux du développement humain durable dont on a parlé ce matin, les enjeux environnementaux et les questions de démocratie. ■

* Maryse DUMAS, syndicaliste

LA PEUR OU LA LIBERTÉ ?

Entre peur et liberté, il paraît évident qu'il faudrait choisir la liberté.

MICHELA MARZANO*

On pourrait croire que la réponse à ce genre de question est évidente, mais c'est peut-être aussi impossible d'y répondre complètement dans le sens où, évidemment, entre peur et liberté, il paraît évident qu'il faudrait choisir la liberté. La question qui se pose

est : peut-on réellement choisir la liberté en lissant et en éliminant complètement la question de la peur, étant donné que la peur est aussi une composante de la condition humaine ?

Je vais essayer de répondre à cette question, sachant que la consigne qui m'a été donnée est non seulement de respecter le temps de parole mais aussi de ne pas rester au constat, c'est-à-dire d'essayer de proposer quelque chose. Comme vous le savez, ce n'est pas exactement le métier du philosophe de donner des réponses précises. Non pas

que les réponses précises n'existent pas, mais c'est déjà difficile en tant que philosophe d'analyser les problèmes et un certain nombre d'enjeux ou donner des pistes de réflexion. Je me réfère à ce qui vient d'être dit : l'analyse est importante pour bien savoir de quoi on parle et vers où on va, mais c'est vrai aussi que pour donner cette analyse, il faut éviter de tomber dans le piège des recettes. Je trouve que beaucoup de mes collègues ont confondu le travail de la philosophie qui consiste à analyser, donner des pistes de réflexion, avec celui de donner simplement des recettes, sachant que ce n'est pas ce qui aide le plus à dépasser une situation de difficultés.

LA PEUR ET LA DÉFIANCE

L'idée que je vais essayer de développer, justement pour ne pas rester au constat, est le fait que nous soyons dans une société caractérisée par la peur et par la défiance. Evidemment, pour pouvoir dynamiser la société, il faudrait arriver à sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons lorsque nous sommes dans la peur et dans la défiance. Mais comment faire ? Tout d'abord, quelques mots sur la peur et la défiance. Finalement, la peur peut être paralysante mais elle n'est pas à rejeter en bloc non plus. Comme disait Montaigne, la peur tantôt nous donne des ailes aux pieds, tantôt elle nous cloue au sol. Que voulait-il dire par-là ? Il voulait dire qu'une petite dose de peur, c'est-à-dire le sentiment d'être face au danger, nous permet de rebondir, d'essayer de trouver les ressources pour pouvoir aller au-delà de ce danger. En même temps, il y a le piège que quand on se retrouve à l'intérieur de cette peur, si elle devient angoisse, au lieu de nous permettre de trouver les ressources pour dépasser l'état de danger, on a plutôt tendance à se retrouver dans cet état d'angoisse qui est paralysante. Même chose par rapport à la défiance ou à la méfiance.

LA VIGILANCE

Il y a quelque chose de positif et fort qui relève de la vigilance. Comme le disait John Locke, un autre philosophe, lorsqu'on fait confiance à un gouvernement, il est bien en même temps de ne jamais baisser la garde car il peut y avoir tendance, de la part du gouvernement, à trahir les promesses faites, donc il faut rester à un niveau de vigilance. C'est important de parler de

cette vigilance – je reviendrai sur les concepts – car si la confiance est nécessaire pour dynamiser la société, il est vrai aussi qu'il ne faut pas tomber dans le piège d'une toute confiance dans le gouvernement, c'est-à-dire le piège d'une position plutôt hobbesienne, du philosophe Hobbes qui nous expliquait qu'il fallait avoir une confiance absolue dans le gouvernement pour lui permettre de travailler. Quel est le danger dans un état de toute confiance ? Le danger est le risque pour les libertés individuelles d'être piétinées. Mais alors, comment faire pour rester vigilant sans tomber dans une sorte de paranoïa qui est le risque actuel, tout en conservant cette capacité de rebondir qui est plutôt liée à la notion de confiance ? Pour quelle raison ai-je dit : comment faire pour ne pas tomber dans la paranoïa tout en étant vigilant ? Parce qu'on voit très bien les risques de cette paranoïa, c'est-à-dire cette tendance à croire qu'il faut nécessairement tout le temps se méfier de tout ce qui est dit et de tout ce qui est fait. C'est le piège de la théorie du complot. Vous savez très bien que le piège consisterait à ériger le doute en propos fondamental. Vous savez tous que le doute est évidemment nécessaire. Descartes a bien montré la nécessité du doute méthodique. Mais le doute méthodique n'est pas un doute qui se referme sur lui-même. Il faut pouvoir douter pour ensuite arriver à une certaine certitude. Chez Descartes, très brièvement, c'est : « Je doute, donc je pense, donc je suis. » Le doute sert à fonder la connaissance. Mais si ce doute devient un doute systématique, je doute pour douter parce qu'il n'y a rien d'autre à faire, alors on tombe dans une sorte de paralysie paranoïaque qui ne permet pas de s'appuyer sur les doutes pour ensuite sortir du fatalisme et donc construire quelque chose.

La vigilance, certes, mais une vigilance qui ne nous amène pas dans l'impasse de la défiance.

Donc choisir la liberté, puisque c'est bien le thème que l'on m'a demandé de traiter, signifie choisir une confiance vigilante. Mais de quoi s'agit-il ? Que serait cette confiance vigilante ? Ce serait une confiance qui a pour but de créer une coopération. Tout à l'heure, nous avons entendu la question suivante : comment reconstruire du commun ? Comment faire en sorte que le collectif puisse se remettre

en place ? Comment transformer le travail ?

LA CONFIANCE COMME COOPÉRATION

Je pense que cette idée de confiance comme coopération est la clef de voûte pour arriver à une transformation, un changement qui puisse dynamiser la société. Et pour quelle raison la confiance comme coopération, qui paraît une banalité mais qui ne l'est pas, a-t-elle été perdue ? Parce que pendant les trente dernières années, ce n'est pas qu'on n'ait pas du tout parlé de confiance, mais la seule confiance dont on ait parlé était la confiance en soi. Il fallait avoir confiance en soi, c'est-à-dire être tellement sûr de soi qu'il ne fallait surtout jamais céder à la faiblesse de compter sur les autres. C'était d'ailleurs un peu la catégorisation des individus : d'une part les « winners », ceux qui n'ont besoin de compter sur rien ni personne car ils sont suffisamment forts pour pouvoir avancer, et d'autre part les « losers », ceux qui ont montré leur faiblesse, ceux qui n'étant pas suffisamment confiants en eux avaient besoin de s'appuyer sur les autres et de leur faire confiance.

Pour le dire dans un langage plus politique, c'était une sorte de volontarisme poussé à l'extrême. Si je suis très confiant en moi-même, je peux aussi proclamer que je vais réaliser tout ce que je pense qu'il faut réaliser. On est donc dans une sorte de volontarisme qui peut être plus individualisé ou plus collectif, le fameux « ensemble, tout est possible », mais cela n'empêche que ça reste du règne du volontarisme, c'est-à-dire quelque chose qui ne prend pas en compte la réalité avec ses contraintes, ses difficultés, et qui croit qu'il suffit de vouloir pour pouvoir. C'est le piège. Il ne suffit jamais de vouloir pour pouvoir. Mais sortir de ces pièges de volontarisme ne signifie pas non plus tomber dans un autre piège qui serait une sorte d'immobilisme. Ce n'est pas parce que la réalité montre que c'est difficile et qu'il y a des barrières qu'il faut pour autant renoncer à vouloir changer cette réalité en la transformant. Mais comment faire pour la transformer ? Quand je dis qu'il faut redonner de la place à la confiance dans les autres, qui amène à la coopération, je veux dire qu'il faut faire un choix, paradoxalement irrationnel, qui est celui de coopérer. Et pour quelle raison s'agit-il d'un choix irrationnel,

Comment construire le changement pour dynamiser la société ?

au moins à court terme ? Parce qu'à court terme, le choix rationnel pour l'individu serait non pas de coopérer mais d'essayer de maximiser son propre intérêt personnel, sauf qu'à long terme, si on continue d'essayer de maximiser son propre intérêt, finalement c'est aussi son propre intérêt qui ne va pas pouvoir être maximisé, un autre intérêt qui est celui du bien commun. C'est le piège de la logique selon Adam Schmidt qui consistait à dire : si je me focalise sur mon propre intérêt, au bout d'un moment, grâce à une main invisible, c'est l'intérêt de la société tout entière qui va être maximisé. Sauf qu'il a été démontré d'un point de vue mathématique qu'avec ce qu'on appelle le dilemme du prisonnier, c'est le choix irrationnel de la coopération qui amène au bout du parcours à maximiser les biens communs. Il faut donc essayer de lâcher prise vis-à-vis des autres, car coopérer signifie aussi lâcher prise, c'est-à-dire essayer de ne pas tout contrôler car le choix de faire confiance et de coopérer présume

aussi que l'autre puisse, en tant que dépositaire de notre confiance, nous trahir ; d'où l'irrationalité paradoxale du choix de coopérer et de faire confiance aux autres. D'ailleurs la confiance dans les autres, tout en étant nécessaire, est aussi quelque chose de dangereux. Si je fais confiance en quelqu'un, je montre ma vulnérabilité et ma faiblesse car ce sont justement ceux en qui j'ai confiance qui peuvent me trahir. On n'a jamais vu quelqu'un qui puisse trahir quelqu'un d'autre si ce quelqu'un d'autre n'a pas confiance en lui. C'est le mari qui trompe sa femme, c'est le patriote qui trahit sa patrie, ce sont les gens en qui nous avons confiance qui peuvent, parce que nous leur faisons confiance, nous trahir. C'est pour cette raison que c'est un choix irrationnel. Le choix de faire confiance est un choix dangereux. Mais en même temps, à long terme, c'est le seul choix qui permette effectivement à la coopération de se mettre en place et donc aux biens communs, dans le sens de la communauté, de

pouvoir être aussi maximisés. Pour terminer, pour pouvoir créer une société où cette confiance puisse se mettre en place, le rôle fondamental est celui de l'éducation. Cela peut paraître quelque chose de dit et redit, mais on ne le redira jamais assez. Pour pouvoir faire en sorte qu'on puisse comprendre les avantages à longs termes d'un choix qui à court terme paraît irrationnel, il faut pouvoir expliquer dès le début quelles sont effectivement les vertus de la confiance. Donc revenir en arrière pour faire en sorte que par le biais de l'éducation on puisse, non seulement déconstruire les pièges d'une toute confiance en soi qui exclut les autres, les pièges d'un volontarisme qui ne prend pas en compte la réalité, mais aussi bâtir une société de confiance pas du tout dans le sens libéral du terme, mais dans le sens de coopération qui ne peut qu'amener un changement et une dynamisation réelle de la société. ■

***Michela Marzano** est Professeur de philosophie à l'Université Paris Descartes

30

PARTAGE DES SAVOIRS : LA CULTURE POUR TOUS EST-ELLE POSSIBLE ?

DENIS PAGET*

La leçon de ces vingt ou trente dernières années est qu'il ne suffit pas de faire accéder toujours plus de jeunes au collège puis au lycée et maintenant à l'enseignement supérieur pour démocratiser la culture

Nous sommes au cœur de la question de la démocratisation de la culture. J'aimerais aborder cette question sous un angle qui m'est familier mais qui n'est pas exclusif et qui est bien sûr limité : la démocratisation de la culture à partir de la question éducative.

Je voudrais dire en introduction que la leçon des vingt ou trente dernières années, en matière de démocratisation culturelle, est la suivante : on a bien constaté qu'il ne suffit pas de construire des équipements culturels, de multiplier les chaînes de télévision, de faire vivre de grandes institutions culturelles, d'organiser des expositions ou des spectacles de haut niveau et à large public pour démocratiser la culture. Du point de vue de l'éducation scolaire, c'est à peu près la même

chose : la leçon de ces vingt ou trente dernières années est qu'il ne suffit pas de faire accéder toujours plus de jeunes au collège puis au lycée et maintenant à l'enseignement supérieur pour démocratiser la culture. Je voudrais qu'on pèse fortement ce que cela veut dire. Cela veut dire qu'il va falloir travailler des questions qui n'ont jamais été travaillées jusque-là, qui ne sont pas simplement des questions quantitatives, des questions d'accès, mais des questions de contenu même de la formation. C'est cela qui me préoccupe.

LES DÉRIVES DE LA CULTURE SCOLAIRE

Je voudrais partir d'un point de vue critique sur les dérives progressives de la fonction éducative en matière d'accès à la culture. Aujourd'hui, nous sommes face à un nouvel usage de l'école sur lequel je voudrais alerter. Les objectifs de l'école, peu à peu, sont transformés, déséquilibrés, en faveur des compétences nécessaires à la compétitivité de l'économie française, plongée dans l'économie mondiale, pour reprendre

les termes de l'Union européenne, répétés sans cesse par le gouvernement français. Cet objectif oriente tous les autres. Or ce n'est pas l'objectif des enseignants, ni l'objectif normal d'un système éducatif. L'objectif normal d'un système éducatif est d'abord de former des êtres humains faits pour vivre ensemble, de former des êtres doués de culture, de jugement, d'esprit critique, de force symbolique, d'imagination, de capacité d'indignation et aussi d'enthousiasme. Ce devrait être le premier travail de la culture et de la culture première qu'est la culture scolaire. Or ce n'est pas le cas. On tire de plus en plus les objectifs de l'école vers la formation des attitudes, des comportements érigés en compétences sociales et en capital individuel et non collectif ; non en accroissement du lien social et des grandes fonctions collectives, mais en développement de la concurrence, du pouvoir des gagnants sur les autres, de la performance qui se retourne vite contre les individus eux-mêmes.

Cette transformation du rôle de l'école entraîne des mutations très en profondeur, à la fois du système éducatif, du métier d'élève et du métier d'enseignant, et même du métier de parent. Les familles sont progressivement

tirées vers l'idée que l'école est d'abord là pour faire accéder à une profession, et même exclusivement pour cela. Je ne voudrais pas que l'on déduise de mes propos que la formation professionnelle ne serait pas une fonction importante de l'école ! L'école doit préparer à une profession bien sûr, mais elle ne prépare pas d'abord à une profession. Il y a toute une phase où les enfants ont besoin de grandir, de former leur personnalité, de trouver leur identité, de construire une identité avec les autres, une identité collective aussi. Ce chemin, ce long parcours, est sans cesse court-circuité par l'idée que l'école a d'abord pour fonction de former des salariés bien intégrés et si possible ayant l'échine assez souple pour plier devant toutes les exigences de la société libérale. La famille est embringuée aussi dans cette logique de consommation de l'école. Les établissements scolaires sont mis en concurrence pour y parvenir et on leur demande une obligation de résultats que l'on va pouvoir chiffrer et comparer au plan international et qui vont peser aussi sur la façon de concevoir l'éducation dans leurs murs. Les enseignants deviennent des opérateurs, non pas des créateurs de leur métier, de l'éducation, mais des opérateurs qui doivent appliquer docilement des techniques, insufflées pas même par de la formation mais par du « compagnonnage ». L'exemple le plus frappant depuis quelques années, à partir de la loi Fillon de 2005, est l'installation du socle commun de connaissances, de compétences et d'aptitudes, plaqué sur les contenus d'enseignement, qui vient se superposer littéralement aux programmes scolaires et peu à peu les remplacer, au moins pour une partie de la jeunesse dont on pense qu'elle doit se contenter de ce socle pendant que quelques autres atteindront peut-être des niveaux supérieurs, une vraie culture. Et les élèves eux-mêmes sont enrôlés dans une conception individuelle de la relation à l'enseignant qui détruit progressivement ce qui fait la richesse de la collectivité de la classe qui est le premier lieu de socialisation. J'insiste donc sur ce point ; la révision générale des politiques publiques n'est pas simplement la diminution des emplois dans la fonction publique. C'est évidemment cela, mais cela marche aussi avec des conceptions de l'éducation. Ce sont des conceptions qui tirent la jeunesse du côté d'une

vision consumériste et individualiste de la formation et peut-être de la place que chacun occupe dans la société.

A partir de cette première critique, je voudrais souligner deux aspects assez peu évoqués, qui ne sont pas les seuls mais qui me semblent majeurs, et qui mettent la question de la culture à l'école dans une véritable situation de crise.

EVOLUTION DE LA FAMILLE

Le premier aspect, qui nous vient de l'extérieur de l'école, est l'évolution de la famille et du rapport de la famille à l'école.

Nous avons maintenant dans les établissements scolaires de très nombreux jeunes qui vivent des situations familiales très complexes, dont on ne mesure pas complètement aujourd'hui l'impact psychologique et affectif et même parfois matériel. Nous constatons une explosion du nombre de familles recomposées, de familles monoparentales, de familles où les pères sont pratiquement marginalisés à cause des divorces, où les mères doivent assumer trois vies en une. Nous constatons aussi les difficultés scolaires spécifiques des garçons se traduisant par des différentiels très importants en matière d'acquis scolaire entre les garçons et les filles. Les filles, non seulement ont rattrapé les garçons, mais depuis longtemps les ont dépassés en termes de résultats scolaires. Tant mieux pour les filles, bien sûr, mais qu'est-ce que cela veut dire ? L'échec scolaire est massif maintenant parmi les garçons. Le grand échec scolaire frappe surtout les garçons. C'est un problème qui n'est pas abordé en tant que tel et qui brise littéralement le lien que les garçons peuvent entretenir avec la culture.

La transmission intergénérationnelle J'insiste beaucoup sur ce point. Nous constatons aussi que beaucoup d'adultes abandonnent l'idée d'une transmission intergénérationnelle des cultures : cultures d'origines, régionales ou professionnelles, qui peuvent aussi venir d'autres continents que le nôtre car dans les classes, il y a maintenant une multitude de jeunes qui viennent d'ailleurs, en première, deuxième ou troisième génération. J'ai l'impression que la prolongation de la scolarité obligatoire a introduit des phénomènes de transmission par les pairs, de transmission horizontale, mais au prix d'un affaiblissement considérable de la transmission verticale entre les généra-

tions. Or il me semble qu'il y a là quelque chose qui doit nous amener à réfléchir et peut-être, en termes de proposition, à envisager de nouvelles relations entre la famille et l'école, un nouveau dialogue entre la famille et l'école, un nouveau dialogue entre la famille, l'école et les grandes institutions culturelles et notamment les grandes institutions médiatiques dont la responsabilité est engagée pour transmettre quelque chose qui ressemble à un patrimoine commun de culture.

LE SCEPTICISME VIS À VIS DE LA CULTURE SAVANTE

Le deuxième aspect sur lequel j'aimerais insister concerne les grandes mutations culturelles auxquelles nous sommes confrontés. Il me faudrait beaucoup de temps pour développer ce sujet ; je vais donc le faire de façon un peu caricaturale et vous prie de m'en excuser. J'insiste sur le fait qu'il y a aujourd'hui un très fort affaiblissement de la révérence envers la culture savante qui est banalisée bien souvent par les médias. Aujourd'hui, un jeune qui cherche sur Internet ne fait pas tellement la différence entre le blog de M. X et le site de la Bibliothèque nationale de France ou du musée du Louvre. L'information pour lui est égale. Or il y a là un danger majeur d'aliénation culturelle. La diffusion et l'invasion des nouveaux médias qui influent très fortement sur les pratiques sociales et culturelles et permettent des variations, des formes d'éclectisme, des échappées, des transgressions multiples, posent de plus en plus de problèmes dans la définition même de ce que pourrait être une culture commune, qui soit une culture scolaire commune mais aussi une culture vivante, hors de l'école, commune. Les identités sont de plus en plus complexes et de plus en plus composites. Le métissage des cultures est de plus en plus fort. Or sur toutes ces questions, non seulement l'école ne travaille pas, ne réfléchit pas suffisamment, mais dans la société elle-même, il n'y a pas de lieu où on réfléchisse à comment prendre en compte de façon positive ces mélanges pour que chacun s'enrichisse de chacun, pour construire une culture qui ne soit pas normative mais qui soit dialogiste entre les différentes origines, les différentes références et les différentes pratiques de références. Je voudrais aussi insister sur le fait que se développe à

Comment construire le changement pour dynamiser la société ?

partir de là, parce que nous n'arrivons pas à un débat ouvert sur ces questions, une sorte de scepticisme vis-à-vis de la science, un scepticisme vis-à-vis de la culture savante qui me semble particulièrement préoccupant. Ce scepticisme amène par exemple au fait que les jeunes ne veulent pas s'engager dans les carrières scientifiques. On fait une terminale S ou une classe préparatoire aux grandes écoles pour faire des études commerciales et s'engager dans la banque pour devenir un trader, mais pas pour faire de la recherche à l'INSERM. Or c'est très préoccupant pour notre société. Vous imaginez où nous allons si nous continuons à laisser ainsi dériver les choses.

LA CULTURE DES ÉCRANS

Je voudrais aussi dire que dans les nouveaux outils omniprésents qui ont envahi le quotidien des jeunes, mais de plus en plus maintenant dans toutes les générations, il y a des pratiques qui migrent de support en support, qui deviennent insaisissables, qui se dématérialisent, qui rendent très difficile pour l'école la définition de ce qu'est lire, ce qu'est écrire. Si on suit les enquêtes du ministère de la Culture, on s'aperçoit qu'on lit de moins en moins en France. On lit de moins en moins de livres, mais cela ne veut pas dire qu'on lise véritablement de moins en moins. On lit de plus en plus sur des écrans, avec d'autres pratiques de lecture. Or

l'école n'est pas habituée à traiter cela, l'école ne sait pas et les maîtres ne sont pas formés à cela. Il y a donc une réelle difficulté à définir ce qu'est le savoir lire, le savoir écrire, le savoir communiquer, le savoir s'informer et en même temps à y éduquer toutes les couches de la population ; Cette culture des écrans et des objets nomades nous oblige aussi à réfléchir sur la définition même d'une culture commune.

Je voudrais conclure par quelques propositions : Je le redis, il faut un dialogue accru, renouvelé, entre les familles et l'école pour reconstruire la confiance, délimiter les responsabilités, infléchir les comportements. La famille ne peut pas charger l'école de tous les aspects de la socialisation ; elle a aussi un rôle à tenir. Je dirais même que les organisations politiques et syndicales, de façon renouvelée et repensée, ont également leurs responsabilités en la matière.

Revenir à une école chargée de faire travailler ensemble tous les jeunes dans leurs diversités, ce qui signifie que l'on revient au principe de mixité sociale, qu'il n'y ait aucune concession sur la question de la carte scolaire, qui doit évidemment être repensée, qui ne peut pas être rigide, mais qui doit absolument exister et qui est le point de passage obligé pour construire la mixité sociale. Ce n'est pas le seul point de passage, il y a évidemment une politique

des villes et des quartiers, des politiques sociales à construire, mais s'il n'y a pas de carte scolaire, il n'y aura pas tout le reste. Or les élus me semblent bien frieux pour aborder cette question délicate ; il est vrai qu'ils sont aussi mis en porte-à-faux par les politiques de désertification en place depuis plusieurs décennies et actuellement amplifiées.

Il me semble qu'il faut refonder la notion de scolarité obligatoire. Or, invité par des partis politiques ou des associations qui se prétendent de gauche, ces derniers temps, je me heurte à des aréopages de gens qui prétendent qu'il faut construire l'école de la scolarité du socle obligatoire entre la maternelle (on ne sait trop à quel âge) et 16 ans. Le Haut Conseil de l'éducation comme le rapporteur de l'Assemblée nationale sur la mise en œuvre de la Loi Fillon sur l'éducation reprennent cette idée des années 1960. Evidemment, tous les jeunes font des études bien au-delà de 16 ans, qu'ils réussissent ou non. La question d'une scolarité prolongée est un passage obligé de tout projet novateur en matière d'extension de la culture.

Je terminerai en disant qu'il faut permettre aux jeunes de grandir, de se construire, donc d'acquérir une vraie culture, pas un socle de base mais une vraie culture.

Il faut que les jeunes puissent également rejouer les épreuves de la scolarité. Nous sommes dans un pays où le



verdict est précoce et terrible. On ne peut plus rejouer les épreuves de la scolarité, y compris quand on est adulte. Quand on regarde comment décolle ou ne décolle pas la VAE (validation des acquis de l'expérience) par exemple. Nous sommes très loin de ce qui se fait dans les pays du nord de l'Europe. Nous sommes dans un pays où la formation initiale joue à plein et continue à avoir une action sur la vie d'un individu sur de très nombreuses années. C'est un vrai problème de la démocratisation culturelle. Il ne s'agit

pas uniquement des acquis par l'expérience professionnelle, il s'agit aussi du perfectionnement de l'individu en matière de culture tout au long de son existence, donc ne pas restreindre la formation continue à quelques catégories, en général de cadres supérieurs, mais surtout ne pas la restreindre à l'évolution professionnelle stricto sensu.

L'évolution professionnelle est aussi liée à l'acquisition d'une culture plus complète pour l'ensemble des salariés. Enfin, je voudrais dire qu'il faut faire en

sorte de détendre la relation pédagogique en arrêtant « l'évaluationnisme » permanente à laquelle nous a conduits la loi Fillon qui est un véritable drame pour les jeunes, comme pour les enseignants et comme pour les familles. Qu'on prenne le temps, et 18 ans ce serait bien pour cela, d'installer les jeunes dans la culture au lieu d'essayer de les évaluer quasiment dès la grande section de l'école maternelle. ■

*Denis Paget est chargé de recherche à l'Institut de recherche de la FSU

COMMENT DÉMOCRATISER LA RÉPUBLIQUE ?

PATRICE COHEN-SEAT*

Faire de la question de la démocratisation de la république une urgence.

Je vais essayer de m'en tenir à la feuille de route proposée, c'est-à-dire essentiel, degré de liberté et chemin. Vous connaissez la dialectique de l'urgence et de l'essentiel. Il y a ce qui est essentiel, mais toujours l'urgence repousse l'essentiel plus loin. C'est ce qu'a fait traditionnellement le mouvement ouvrier en matière de république et d'institution, soit de dire : « les institutions on verra, pour le moment construisons le rapport de forces. » Je pense que les rapports de forces, pour aller dans le sens de Maryse, se situent sur tous les terrains, y compris celui des idées, des institutions et de la république. Je crois que l'essentiel, aujourd'hui, est de faire de la question de la démocratisation de la république une urgence. Pourquoi ? **Parce que la république ne tient plus ses promesses.** Je vais y aller à la serpe par des affirmations péremptoires pour tenir le temps, mais on pourra entrer dans les questions. Il y a l'explosion des inégalités, l'exclusion d'une part croissante de la société par le chômage, les ghettos, l'assistanat, les prisons, entre autres. L'ascenseur social est remplacé par l'hérité des postes et des situations, le principe de liberté est remplacé par celui de l'ordre ; il y a une montée de l'autoritarisme comme forme de régulation sociale, etc. Au total, le pacte social, liberté égalité fraternité est rompu, ce qui produit colère, violence et délitement, pourrissement, au sens que Marx donnait à ce mot. Et urgence parce que

la démocratie est vidée de son sens. Les guignols ne sont pas une caricature ; ils sont une façon de dire ce que tout le monde voit. Il y a Big Brother, c'est-à-dire les marchés qui tirent les ficelles, il y a des institutions qui n'ont plus prise sur la situation, il y a une classe politique fantoche et écœurante, il y a des médias aux ordres du pouvoir et de l'argent, il y a une justice manipulée. Il y a donc urgence car **la situation devient dangereuse.** Quand on se sent trahi, et sans prise, l'aventure est au bout du chemin. Quel degré de liberté conquérir ? Sans esquiver la question et sans faire de pirouette, je dirais que la question de la transformation des institutions et la question des degrés de liberté à conquérir est une seule et même question.

LA QUESTION DES POUVOIRS

Où sont les pouvoirs ? La question des institutions n'est pas une question en plus, à mon avis. C'est la mère de toutes les questions. Dans une société, la distribution des pouvoirs conditionne la politique mise en œuvre. C'est quelque chose dont il faut prendre conscience et pour une raison simple que Marx avait déjà énoncée, c'est que ceux qui décident, qu'ils soient actionnaires ou membres d'une nomenclatura, décident toujours en fonction de leurs intérêts. On pense toujours et donc on décide toujours en fonction de ses intérêts. Or les pouvoirs sont maintenant au sein d'une nouvelle caste. J'emploie le mot caste au sens d'une infime minorité qui se reproduit sur elle-même, les financiers épaulés par quelques bataillons de mathématiciens stipendiés. L'ancien

régime était aussi celui d'une caste qui était foncière, entre autres. La bourgeoisie représentait et représente encore, pour une part, une élite. Elle tenait son pouvoir du rapport entre connaissance, technologie et production industrielle. Nous sommes revenus à une caste, mais de type radicalement nouveau : une caste qui n'a plus aucun ancrage territorial et donc populaire. Cette nouvelle caste n'a plus rien à attendre, ni d'ailleurs à craindre, du peuple. Pour que la société ne sombre pas dans l'anarchie, il faut alors soit la dictature, et certains s'y préparent, soit lui arracher le pouvoir. Je penche plutôt du second côté.

Concernant le chemin, celui que je voudrais proposer, en tout cas celui que j'ai à la réflexion, est relativement simple à énoncer : il faut que les pouvoirs, ou des pouvoirs, dans un processus changent de main. Si l'organisation des pouvoirs conditionne la distribution des pouvoirs, conditionne finalement les choix politiques dans une société, pour que cette politique change, il faut que la distribution des pouvoirs change. C'est au sens propre une révolution. Mais une révolution qui dans son processus comme dans sa finalité soit cohérente avec les objectifs poursuivis.

QUELS OBJECTIFS ?

Le premier que j'énoncerai, et je suis sur le terrain du chemin, est une démocratie du local au mondial. Les forces productives sont mondialisées. Les marchés aussi. Les systèmes démocratiques restent nationaux. C'est un facteur d'échec économique et de paralysie démocratique. Les sociétés, les peuples,

Comment construire le changement pour dynamiser la société ?

n'ont plus cours, n'ont plus prise sur le cours des choses et cela crée cette espèce de machine infernale qui va dans le mur. C'est un des principaux défis de notre époque à mon avis, une des principales questions qui nous soient posées. Maryse en parlait au sens des rapports de forces, j'en parle au sens des institutions et à mon avis les rapports de forces se créent dans la démocratie, hisser la démocratie au niveau de ces nouveaux champs de pouvoir.

La finance a déjà ces instruments. L'autre jour, j'entendais sur France Inter Dominique Strauss-Kahn répondre à la question du comment on a pris sur la mondialisation par G20 et FMI. Mais quels instruments les peuples vont-ils se donner pour avoir prise sur le cours des choses aujourd'hui mondialisées ? Une chose est certaine, les puissants ne se laisseront pas faire, ils ne se sont jamais laissés faire, cela ne va pas commencer maintenant, d'autant qu'ils n'ont jamais été aussi puissants. Sur tout un aspect de la réponse à la question du comment faire, je ne vais pas revenir sur des sujets que Francis Wurtz a évoqués ce matin à propos de l'Europe ; à mon avis, **la question de la construction européenne, dans sa transformation, dans son sens, dans ses modalités, est une question clef et capitale.** Mais je crois qu'il faut aussi explorer une autre voie, engager la construction d'une vaste alliance internationale des peuples qui souffrent, et j'allais dire ceux qui souffrent le plus, de la domination de la finance apatride. Et ceux qui souffrent le plus, il y en a notamment au Sud et à l'Est, partout de façon générale d'ailleurs où des forces peuvent se lever, parfois les surprises sont au coin de l'Histoire, ce n'est pas là où on pensait que la révolution prolétarienne se produirait qu'elle s'est produite. Mais cela a eu évidemment quelques conséquences. Cette alliance internationale pourrait au début se construire sur certaines questions où on sent des consensus susceptibles d'affleurer. Par exemple l'accès à l'eau, aux médicaments, les questions climatiques sur lesquelles on a bien vu à Copenhague l'échec patent des principaux dirigeants du monde puisqu'ils étaient tous là - jamais il y en avait eu autant à se mettre d'accord sur une question que tout le monde jugeait essentielle parce qu'elle est essentielle et parce que leurs opinions publiques la considèrent comme telle - le commerce mondial équitable, etc. Et puis élargir

cette alliance mondiale au fil des convergences idéologiques, des alliances tactiques ou stratégiques et diplomatiques, à des questions qui mettent directement l'ordre mondial actuel en cause. Engager la lutte des classes à l'échelle internationale avec des acteurs nouveaux : les peuples eux-mêmes avec pour objectif un autre ordre du monde débarrassé de la guerre économique et d'ailleurs de la guerre tout court. Affaire difficile, indiscutablement très difficile. Mais c'est cela ou admettre comme ce milliardaire américain dont l'histoire ne retiendra pas le nom - je ne l'ai pas retenu moi-même - que la lutte des classes existe bien mais que sa caste l'a gagnée.

LE RÔLE DE LA FRANCE

Je crois que la France pourrait jouer un grand rôle dans une telle démarche. Elle n'est pas un très grand pays à côté des mastodontes anciens ou émergents, mais notre peuple - beaucoup moins nos gouvernements aujourd'hui il faut le dire - a aujourd'hui une très grande autorité et une voix mondiale auditable. Cela serait un défi extraordinaire que notre peuple pourrait se donner à lui-même et que la gauche pourrait lui proposer. Une démocratie économique et financière : tous les régimes ont appliqué le principe issu de 1789 du droit de propriété inviolable et sacré. Cela a été la base de la domination du capital et de la bourgeoisie et aujourd'hui de la finance. Je crois que si on ne s'y attaque pas, il n'y a pas de solution.

Nous pourrions avancer deux principes : l'économie est une responsabilité publique, ce qui implique que l'argent soit un bien commun, qu'il faille une maîtrise publique du secteur bancaire et financier et un secteur public démocratisé, puissant et décisif. Que l'entreprise est une propriété sociale, pas étatique mais sociale. Il faut sortir de cette fiction absurde qui veut que l'entreprise soit considérée comme appartenant au capital voire serait le capital lui-même. Je propose qu'on réfléchisse à l'idée que l'entreprise soit une entité juridique distincte de la société de capitaux et organiser dans l'entreprise un véritable partage de pouvoirs entre au moins les salariés, les investisseurs - et pas seulement les investisseurs privés - et les représentants des populations à différents niveaux concernés. Cela pourrait être une république de citoyens associés. On voit bien que tout ce que je viens de

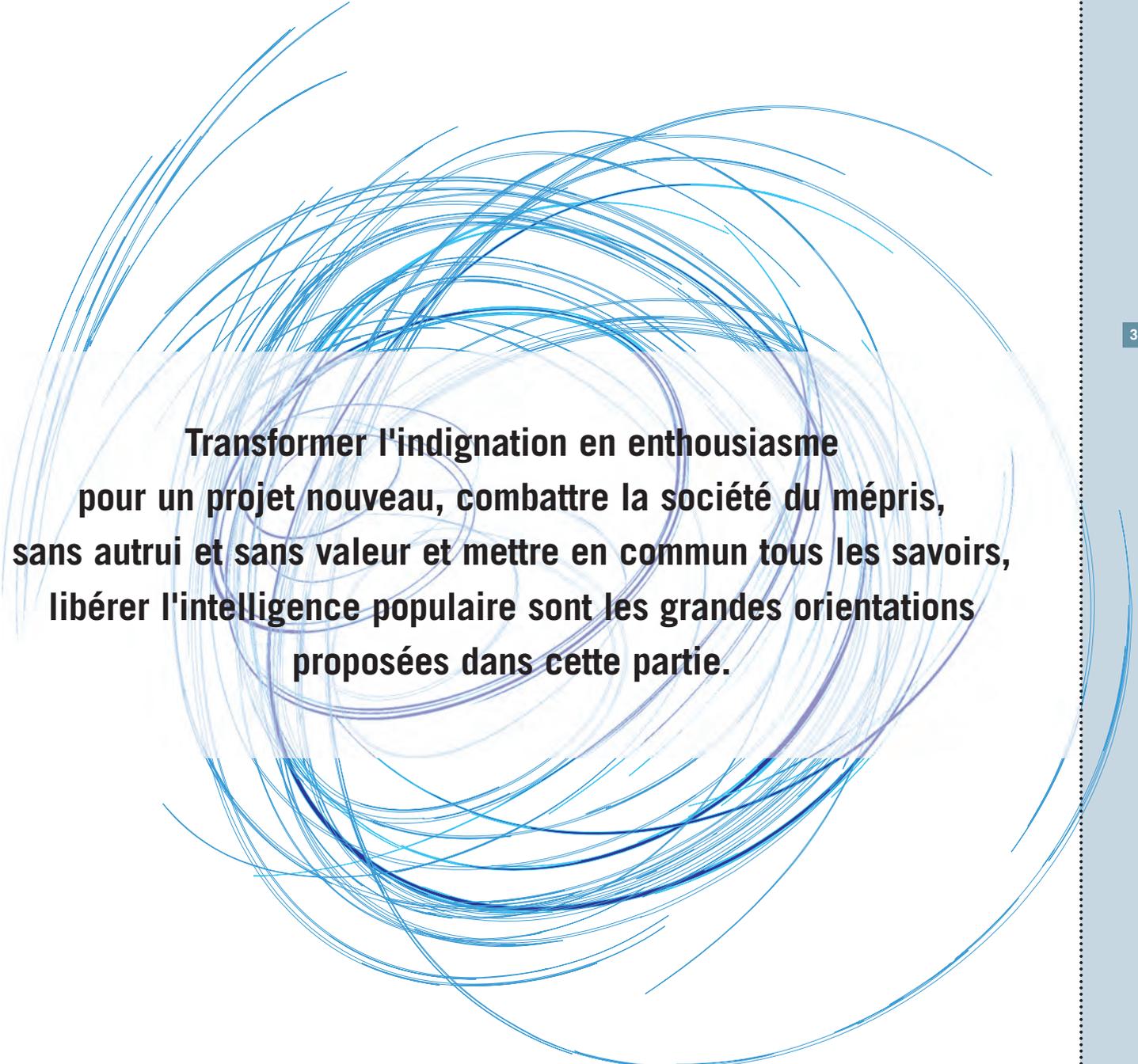
dire est inatteignable s'il n'y a pas un changement radical de la politique de la France, donc un changement radical de la distribution des pouvoirs dans notre pays.

Je soumetts trois orientations essentielles : le partage, la rotation des pouvoirs. **A 60 millions, il n'y a pas de démocratie sans représentation.** Mais cette représentation ne peut pas aboutir à une professionnalisation de la politique. Il faut élargir l'exercice effectif des pouvoirs à des centaines de millions de citoyens. Assurer la transparence, rotation des mandats, interdiction des cumuls, raccourcissement de la durée des mandats. Assurer la transparence et le contrôle de l'exercice des pouvoirs, je ne développe pas. Assurer la séparation des pouvoirs : nous sommes dans un régime de relations corruptives contre nature entre législatif, exécutif, judiciaire, médiatique et économique. Enfin, **créer des capacités d'intervention directe des citoyens à tous les niveaux institutionnels.** A mon avis, c'est un des aspects réellement révolutionnaires du bond démocratique à effectuer. Permettre aux citoyens et à leurs forces organisées, syndicats, associations, etc., d'intervenir dans les délibérations des assemblées électives, dans le contrôle et l'évaluation des décisions, dans les propositions de décisions jusqu'au niveau parlementaire, cela pourrait être l'objet d'une transformation radicale du Sénat qui pourrait permettre cette interface entre citoyens et processus législatif.

Pour conclure, la question du chemin serait incomplète sans parler d'un processus de transformation institutionnelle dans notre pays. Je pense que les idées sont assez largement partagées. **Il faut un changement de république, une VI^e République.** Il faut donc - c'est quelque chose de concret parce que cela pourrait faire partie d'un programme partagé - proposer l'élection d'une constituante dès que la gauche aura gagné en 2012, asseyant son travail sur des Etats généraux citoyens et débouchant sur un référendum. Si la gauche l'emporte en 2012, ceci doit être une question essentielle et je crois que cela doit être une mention aussi essentielle de la campagne et du vote : changement de politique, changement de constitution et de distribution des pouvoirs. ■

***Patrice Cohen-Seat** est président d'Espaces Marx

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE CETTE RENCONTRE POUR ALLER PLUS LOIN ?



**Transformer l'indignation en enthousiasme
pour un projet nouveau, combattre la société du mépris,
sans autrui et sans valeur et mettre en commun tous les savoirs,
libérer l'intelligence populaire sont les grandes orientations
proposées dans cette partie.**

Quels enseignements tirer de cette rencontre pour aller plus loin ?

DE L'ENTHOUSIASME POUR UN PROJET NOUVEAU

CHRISTIANE MARTY*

Redonner du sens, remise au pas de la finance, égalité femmes-hommes : trois points forts du projet.

Je trouve la démarche de faire se rencontrer différents composants du mouvement social et politique vraiment très utile et particulièrement dans cette période de crise financière, écologique et sociale. Le mouvement autour de la réforme des retraites a fait la preuve d'une forte conscience de la population des inégalités et de l'injustice, non seulement de la réforme mais aussi des politiques menées qui a abouti à une crise de légitimité du gouvernement, en France mais aussi ailleurs. Dans ce contexte d'urgence sociale et écologique, il faut transformer l'indignation en un enthousiasme pour un projet nouveau, pour une mobilisation dans une démarche partagée. En réaction au contenu des restitutions, je voudrais développer trois points.

Le premier est que cette crise est une crise du sens, une crise des systèmes de valeurs, à mon avis cela n'a pas été assez souligné. La société actuelle repose sur la définition d'un modèle social de réussite basée sur l'argent, le pouvoir et la domination. L'union européenne s'est construite en instaurant un droit de la concurrence supérieur de fait aux droits sociaux, aux droits du travail. Les valeurs libérales dominantes sont la compétition et la performance et les stratégies d'entreprises en matière de conquêtes de marchés sont basées sur l'agressivité et la prise de risques. Si on veut vraiment s'attaquer à la logique capitaliste, il faut déconstruire ces représentations sociales de la réussite et construire un nouvel imaginaire pour la société. Il faut réfléchir à inverser le système de valeurs et comment faire passer les notions de concurrence et de compétition derrière les valeurs de coopération et de solidarité. Ce renversement du sens, ce nouvel imaginaire est, pour répondre à votre troisième question, un chemin permettant de construire ces degrés de liberté et faire adhérer un maximum de gens à un projet qui doit être celui d'une émancipation globale de l'humanité.

Le deuxième point porte sur la remise au pas de la finance, la question de la démocratie, la réorientation de l'Union euro-

péenne. Si ce contenu est accepté par tous et essentiel pour une politique de gauche, certains points sont pourtant à approfondir, tel le rapport à l'écologie ou la question de la décroissance dont nous débattons aussi à Attac. Ainsi, en sortant de l'injonction binaire entre croissance et décroissance, en la regardant comme un moyen, et non comme une finalité, de partir des besoins sociaux à satisfaire et de prendre en compte les contraintes environnementales pour définir à partir de là ce qui doit être produit, il semble possible de réduire cette opposition très raide entre ces deux alternatives.

Le troisième point répond à la question : les femmes se retrouvent-elles dans ce projet ? Je répondrai que, de mon point de vue, elles ne se retrouvent pas trop... L'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas assez pris en compte dans ce que j'ai entendu ou lu. Si je reprends l'idée des chemins pour la mise en œuvre du projet, une solution miracle n'existe pas sinon le but serait déjà atteint. La difficulté provient que cette question dépend des rapports de force et ces rapports pour le moment ne nous sont pas favorables. Pour les modifier, il faut mettre en œuvre une stratégie de transformation, trouver des objectifs crédibles sur des thèmes de convergence, à travers des mobilisations, des campagnes en France et dans l'Union européenne. Et je voudrais signaler deux axes, en lien l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes qui peuvent aussi aider à partir du concret, des gens.

Le premier axe concerne des points précis du développement du service public. Je voudrais revenir sur les services publics de prise en charge de la dépendance et d'accueil de la petite enfance. Les besoins sociaux sont énormes dans ces domaines. Le manque de place dans ces services pèse essentiellement sur les femmes. La distribution des rôles dans notre société fait que ce sont majoritairement les femmes qui s'occupent des proches dépendants et de l'éducation des enfants et cela les empêche souvent d'obtenir un emploi ou les contraint au temps partiel, statut très

pénalisant pour leur autonomie financière et leur émancipation. Développer davantage de disponibilité pour ces services représenterait un cercle vertueux : en permettant de lever les obstacles à l'emploi des femmes cela entraînerait une amélioration du financement des retraites. De plus, cette nouvelle situation créerait un nombre important d'emplois et pas uniquement pour les femmes mais aussi pour les hommes, à condition de lutter contre les stéréotypes.

Le deuxième axe porte sur la réduction du temps de travail, qui va à l'encontre de l'injonction de toujours travailler plus. Le but est de partager le travail entre tous, de réduire le chômage, de lutter contre la contrainte de certaines femmes au temps partiel, de répondre à une aspiration largement répandue vers une augmentation du temps libre, pour les amis, la famille, le partage égal des tâches domestiques et parentales, pour la vie associative, politique, syndicale ou citoyenne... Ce temps libre peut servir la cause d'un projet visant plus d'épanouissement personnel, des rapports plus égalitaires et moins subordonnés au travail, un projet qui prenne aussi en compte les contraintes environnementales et rompe avec l'idée de toujours produire plus.

Ces deux axes peuvent favoriser une large convergence pour des mobilisations et aider à la mise en place d'une stratégie de transformation par les luttes. Ce sont des leviers réalistes et tangibles de mobilisation. Nous aurions en effet du mal, même si cela est nécessaire, à lancer des campagnes pour modifier le statut de la Banque centrale européenne. Ce genre de démarches permet de remettre totalement en cause tous les dogmes du libéralisme. Cette recherche d'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement une exigence éthique ou politique, mais aussi une voie pour repenser l'ensemble des rapports sociaux et alimenter un nouvel imaginaire pour une société de demain. ■

*Christiane Marty est membre du Conseil scientifique d'Attac

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE EST AUSSI ET D'ABORD UNE CRISE DE LA CULTURE

La culture n'est pas qu'un secteur de la vie sociale mais sa substance essentielle, sa substance politique.

ROLAND GORI*

Pour développer cette thèse, je partirai d'une citation de Pierre Bourdieu d'octobre 1995 qui me paraît plus que jamais d'actualité lorsque, dans *Les abus de pouvoir qui s'arment ou s'autorisent de la raison*, il écrit : « Le rationalisme scientiste, celui des modèles mathématiques qui inspirent la politique du FMI ou de la Banque mondiale, celui des Law firms, grandes multinationales juridiques qui imposent les traditions du droit américain à la planète entière, celui des théories de l'action rationnelle, etc., ce rationalisme est à la fois l'expression et la caution d'une arrogance occidentale, qui conduit à agir comme si certains hommes avaient le monopole de la raison, et pouvaient s'instituer, comme on le dit communément, en gendarmes du monde, c'est-à-dire en détenteurs auto-proclamés du monopole de la violence légitime, capables de mettre la force des armes au service de la justice universelle. La violence terroriste, à travers l'irrationalisme du désespoir dans lequel elle s'enracine presque toujours, renvoie à la violence inerte des pouvoirs qui invoquent la raison. La coercition économique s'habille souvent de raisons juridiques. L'impérialisme se couvre de la légitimité d'instances internationales. » (Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, 1998, pp. 25-26.)

La crise anthropologique que nous traversons aujourd'hui est aussi importante que la crise écologique dont d'une certaine façon elle fait partie. C'est le thème que je souhaite évoquer. Ne pas prendre en compte cette crise de la culture serait maintenir en place les dispositifs d'hégémonie culturelle et sociale qui permettent les soumissions politiques, qui légitiment les logiques de domination matérielle et symbolique. La culture n'est pas qu'un secteur de la vie sociale mais sa substance essentielle, sa substance « politique » disait Gramsci pour qui culture et politique sont synonymes. Elle est,

dit encore Gramsci, la philosophie implicite, le folklore à partir duquel les individus et le peuple peuvent se donner une « vision du monde ». Désertier ce terrain de la culture qui fabrique nos sensibilités sociales et psychologiques, c'est tout simplement renoncer au « politique » proprement dit, même et surtout quand on change le « personnel politique » sans changer la manière de penser le monde, son écologie sociale, culturelle, existentielle. En particulier, la manière dont une culture accueille et traite la vulnérabilité, symbole d'une « humanité dans l'homme », conditionne culturellement les formes du lien social, autant que du savoir.

La manière de soigner comme celle d'informer, de juger, d'éduquer, de faire de la recherche, révèle la substance éthique d'une civilisation, la hiérarchie de ses valeurs, son horizon philosophique, c'est-à-dire politique. Parviendra-t-on encore à soigner demain, à faire de la politique, à enseigner, à juger, à chercher, à informer ?

J'ai tendance à penser que la catastrophe culturelle qui s'annonce est plus grave que la crise financière, économique, politique que nous venons de connaître. Ou du moins, qu'elle appartient au même phénomène, au même processus, celui d'une catastrophe écologique dont l'environnement n'est que cette part de la nature que l'humain a rendu étrangère à lui-même pour mieux pouvoir l'arraisonner comme fonds énergétique à exploiter. Feignant du même coup d'oublier qu'en objectivant la nature, le sujet humain s'objective lui-même. Et ce d'autant plus facilement que cette forme de civilisation prétendra le « naturaliser » comme « animal », animal que dans les démocraties « compassionnelles » on peut transformer en « animal pitoyable ». Cette objectivation de l'humain et de la nature comme « fonds énergétiques » à exploiter a conduit progressivement à leur « financiarisation », à leur transformation en produits financiers, commensurables, interchangeable, sans spécificité. D'où l'urgence à ne pas se laisser aller à ce « pétainisme culturel » de la défaite consentie, de la résignation au pragmatisme et à l'utilitarisme.

Sur ce terreau de la désespérance, se recompose le champ de l'opinion et l'émergence, la floraison, de cette « fleur » vénéneuse du « pétainisme culturel », de la défaite et de la résignation consentie que favorise toujours davantage la précarisation de nos conditions matérielles et symboliques d'existence. Face à cette réalité, les Français ressentent de la colère et de la tristesse. Ils sont partagés entre l'apathie politique, avec des taux d'abstention record dans les élections récentes, et la tentation du populisme de droite ou de gauche. La question d'une « fin du politique » est posée de multiples façons, mais toutes soulignent cette aliénation des forces d'opposition politique au dogme capitaliste, au discours essentiellement économique duquel tout le poétique et le symbolique ont été évacués.

Dès lors, la révolte des Antilles en février 2009, tel un symptôme, a fait entendre la voix poétique dans l'architecture symbolique d'une culture baroque faite, comme l'énonce Patrick Chamoiseau, de « mélanges, de synthèses inachevées, de traces recomposées... » Ceux qui avaient eu à subir toutes les modalités des systèmes d'oppression de la colonisation et de l'esclavage, dans leur chair et dans leur âme, dans les espaces économiques autant que symboliques, n'ont pas pour autant oublié la nécessité d'ajouter au militantisme la posture de la poétique, c'est-à-dire ce par quoi l'humain « rejoint l'obscur, l'impensable, l'inexprimable. L'inexplicable à mon avis relève du poétique, la partie humaine la plus oubliée, la plus profonde, la part symbolique perdue de vue. Tellement perdue de vue qu'elle n'est pas formulable ; je ne l'ai pas entendue dans les revendications. Je n'ai pas entendu de revendication symbolique ou poétique. » Cette posture poétique, Patrick Chamoiseau la rencontre ailleurs dans « une chorale de gospel, une vieille dame chanter et danser dans la rue ; j'ai vu des musiciens jouer, des jeunes se rassembler et échanger ; [...] des gens créer des chansons ensemble, se tenir la main, avancer ensemble, j'ai entendu une chanson écoutable à l'infini, les gens y mettre ce qu'ils ressentent, c'était une

Quels enseignements tirer de cette rencontre pour aller plus loin ?

chanson énigmatique. » Il déplore que cette part du poétique ne soit jamais prise en compte par le politique lequel s'avère infirme à l'inscrire dans ses projets et ses initiatives.

C'est par cette solidarité involontaire aux systèmes d'oppression symbolique lequel les syndicats, les partis politiques et l'ensemble que les forces sociales et politiques risquent parfois de participer aux régimes culturels et politiques qu'ils combattent. D'où l'importance d'une analyse transversale et d'une synergie d'action entre les syndicats, les partis politiques et la société civile. Et à ce titre, on ne peut que féliciter Pierre Laurent, le Parti communiste et le Front de gauche des initiatives qui sont prises en ce sens. En particulier de la place qui est la mienne dans la défense des valeurs d'une culture des métiers, je voudrais souligner en quoi **l'acquisition des droits politiques s'avère toujours inséparable de la conquête des droits du travail et de la défense des métiers, de leurs finalités comme des conditions de leur pratique et de leur transmission.** La Déclaration de Philadelphie (mai 1944), qui se place sous l'enseigne de l'Organisation internationale du travail, précède de quelques semaines les accords de Bretton Woods recomposant des équilibres monétaires internationaux, de quelques mois la création de l'ONU et de quelques années la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Dans notre culture occidentale, dans son rationalisme économique et social, on ne saurait méconnaître ce point : c'est sur le plan de la liberté, de sécurité, de justice sociale, dans les conditions de travail et des pratiques des métiers que la culture politique se joue d'abord. Sans devoir confondre les champs, c'est sur le plan des emplois et des métiers que les logiques de domination néolibérale ou d'émancipation sociale se sont jouées, se jouent encore aujourd'hui et se joueront demain.

L'hégémonie sociale et culturelle qui conduit à des logiques de soumission, d'humiliation symbolique et matérielle des classes sociales défavorisées comme des classes moyennes, dans les sociétés modernes, s'est installée d'abord et se pérennise toujours dans le champ du travail. C'est dans ce champ que s'érigent les dispositifs de servitude et que se conquièrent les pratiques et les langages d'émancipation. Si l'évaluation s'impose

aujourd'hui comme la nouvelle manière de donner des ordres au nom d'une prétendue objectivité formelle, technique, gestionnaire, comptable, c'est parce que l'autorité est en crise et que les décisions se masquent, se cachent, se parent d'une « neutralité d'eunuque » pour reprendre l'expression d'un historien polonais, Johan Droysen.

L'autorité est en crise. Quand l'autorité est en crise, le pouvoir normatif s'accroît. Le pouvoir normatif n'est pas l'autorité. L'autorité requiert toujours l'obéissance mais elle exclut l'usage de moyens extérieurs de contrainte. Hannah Arendt le rappelle : « là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué. » Mais dans nos démocraties, dans les sociétés de contrôle qui se sont installées, la « force » doit prendre le masque de la norme, de la précaution, de la gestion des risques, de la rationalisation des conduites pour se faire accepter en douceur au nom de la Raison, de l'égalité, de la transparence, du pragmatisme, pour installer de nouvelles formes de servitude volontaire. La disparition de l'autorité accompagne le déclin des idéologies, des traditions, des mythes, des religions et des imaginaires aussi bien individuels que collectifs. Toutes les enquêtes, les rapports divers et variés montrent qu'aujourd'hui, en France par exemple, on ne croit plus à l'« illusion » collective d'un « progrès social » infini, d'un « ascenseur social » générateur d'espoir et de foi dans l'avenir. Cette crise de confiance participe d'un effacement de l'autorité. Dès lors, **nos sociétés de « défiance » et de contrôle social requièrent la mise en place de nouveaux dispositifs de persuasion, d'argumentation et de manipulation de l'opinion pour obtenir la soumission sociale des individus et des populations et leur oppression symbolique.**

Cette logique de domination symbolique, on la trouve dans la reconfiguration de tous les métiers, en particulier les métiers de l'espace public, remodelés au nom du réalisme, du pragmatisme, de l'utilité et de la performance, sommés de se mettre à l'heure des valeurs et des habitus du secteur privé, du secteur exposé à la guerre du Marché globalisé. Cette reconfiguration des métiers a produit la colère sociale et le désespoir autant individuel que collectif. Cette reconfiguration des métiers sommés d'incorporer

les valeurs culturelles du capitalisme financier a perverti le sens, l'histoire et les traditions de ces métiers. Cette reconfiguration, que portent les réformes gouvernementales préparées en amont par une nouvelle culture depuis presque trente ans, est à l'origine de l'Appel des appels et de bien des collectifs.

Cette philosophie de la néo-évaluation qui quantifie, contrôle, normalise et humilie les individus comme les États, procède d'un pouvoir normatif qui individualise, isole et met en servitude par « une évaluation individuelle comparée ». Cette technique de palmarès de benchmarking est un dispositif de légitimation du pouvoir, de son darwinisme social et moral. Toutes les réformes gouvernementales et néolibérales de l'État et des services ont été préparées par des cabinets d'audit et de gestion qui prescrivent l'incorporation de normes managériales dans les métiers, mais aussi dans les têtes des individus et dans leur vivre ensemble. C'est donc une technique de gouvernement autant qu'un dispositif de subjectivation. C'est au nom de cette fausse administration technique et objective que les périmètres des États, de leur politique autant que de la manière de vivre des individus se trouvent définis, prescrits. C'est un point stratégique essentiel dans l'acculturation des individus et des populations à une vision néolibérale du monde, à une philosophie implicite du capitalisme financier. Cette culture se confond pour Gramsci avec le politique et je crois qu'un projet de société qui ne prendrait en compte l'analyse de ces dispositifs de servitude et n'agirait pas contre eux serait voué à l'échec. Et ce d'autant plus que la rationalité instrumentale requise dans le travail au mépris de toutes les autres valeurs, solidarité et justice, d'amour et de plaisir, tend dans les sociétés modernes à fabriquer une morale utilitariste qui s'étend à tous les secteurs de l'existence. Combattons ensemble cette nouvelle manière de donner des ordres qui se nomme abusivement évaluation et produit une chosification, une réification des humains, transformant leurs actes et leurs personnes en produits financiers, fragmentés, commensurables, interchangeables, pièces détachées d'une espèce animale et économique. Combattons ensemble, par la création de coopératives d'initiatives citoyennes, cette

société du mépris propre à la rationalité économique instrumentale, société sans autrui et sans valeur qui invite dans les métiers et ailleurs à traiter les hommes comme les choses.

Pour terminer je ne résiste pas au plaisir de vous raconter une historiette qui a couru sur le Net et que j'ai évoquée à la journée intersyndicale du 17 novembre en partenariat avec l'Appel des appels : Un berger faisait paître son troupeau au fin fond d'une campagne quand, d'un nuage de poussière, surgit une rutilante Range Rover venant dans sa direction.

Le chauffeur, un jeune homme dans un complet Armani, chaussures Gucci, lunettes Ray Ban et cravate Hermès, se penche par la fenêtre et demande au berger :

« Si je peux vous dire exactement combien de moutons il y a dans votre troupeau, m'en donnerez-vous un ? »

Le berger regarde le jeune homme, puis

son troupeau broutant paisiblement, et répond simplement : « Certainement ! » L'homme gare sa voiture, ouvre son ordinateur portable, le branche à son téléphone cellulaire, navigue sur Internet vers la page de la NASA, communique avec un système de navigation par satellite, balaie la région, ouvre une base de données et quelque trente fichiers Excel aux formules complexes. Finalement, il sort un rapport détaillé d'une dizaine de pages de son imprimante miniaturisée et s'adresse au berger en disant : « Vous avez exactement 1586 moutons dans votre troupeau. » « C'est exact » dit le berger. « Et comme nous l'avions convenu, prenez-en un. »

Il regarde le jeune homme faire son choix et expédier sa prise à l'arrière de son véhicule, puis il ajoute : « Si je devine avec précision ce que vous faites comme métier, me rendrez-vous ma bête ? » « Pourquoi pas ? » répondit l'autre.

« Vous êtes expert (de la DGSE ou de l'AERES, ou de l'ANR, ou de l'OMS, etc. Cochez l'acronyme de votre choix !) et vous faites des audits et du conseil » dit le berger. « Vous avez parfaitement raison, comment avez-vous deviné ? » « C'est facile. Vous débarquez ici alors que personne ne vous l'a demandé, vous voulez être payé pour avoir répondu à une question dont je connais déjà la réponse et dont tout le monde se fout et, manifestement, vous ne connaissez absolument rien à mon métier. Maintenant, rendez-moi mon chien... » ■

***Roland Gori** est psychanalyste, professeur émérite des universités. Dernier ouvrage : *De quoi la psychanalyse est-elle le nom ? Démocratie et subjectivité*, Denoël, 2010.

Alain Badiou, *Le Siècle*, Paris, Le Seuil, 2005.
Daniel Le Scornet, *Le politique, fin de règne*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2010.
Patrick Chamoiseau, « Grand témoin », *Cassandre*, 2009, 78, pp. 7-13.
Patrick Chamoiseau, 2009, *ibid.*, p. 8.
Hannah Arendt, 1954, p. 123.

CONCLUSIONS

LA MISE EN COMMUN DE TOUS LES SAVOIRS POUR RÉUSSIR LE CHANGEMENT

Développer un processus visible dans la société qui libère l'intelligence populaire.

PIERRE LAURENT*

Je veux d'abord remercier tous les intervenants, toutes celles et ceux qui ont répondu à notre invitation, tous les militants des syndicats et associations, tous les militants et dirigeants du Parti présents, tous ceux qui ont travaillé à la synthèse de nos débats. Je veux aussi saluer tous ceux qui ont suivi la rencontre sur Internet, ce qui est le cas de 5000 personnes au terme de ce week-end, ainsi bien sûr que les camarades qui ont travaillé à cette retransmission. Je crois que la rencontre que nous venons de vivre est un événement. Elle a permis de croiser des approches parfois très différentes et toujours complémentaires. Des intellectuels, des militants sont intervenus, mais cette distinction, si elle a un sens, ne permet pas de rendre compte de la part d'engagement et de savoir des uns et des autres. Ce qui a fait la richesse de cette rencontre et qui peut faire la richesse du processus que l'on essaie de développer, c'est bien la mise en commun de tous les savoirs, qu'ils soient universitaires ou populaires, pour réussir le changement. Je ferai trois remarques : une première sur l'enjeu de ce que l'on engage à travers cette rencontre, une deuxième sur les contenus que nous avons débattus et puis une dernière sur ce qui nous attend.

CONSTRUIRE UN PROCESSUS D'UN TYPE NOUVEAU

Dans la restitution des débats, plusieurs personnes ont dit : « c'est encore confus ; on a le problème d'identifier les questions ; on doit hiérarchiser les propositions... ». Au terme de ces trois jours et à l'étape actuelle, la question n'est pas, je pense, celle de savoir si on sort de la rencontre avec un beau programme mais plutôt celle de savoir si on engage le travail pour y parvenir de la bonne manière. Cette question me semble être la bonne et être un enjeu politique en tant que tel. Est-ce que l'on est capable de créer un processus politique de type nouveau ?

C'est, je crois, un enjeu essentiel dont dépend notre capacité à répondre aux urgences sociales, économiques, écologiques, démocratiques, aux urgences politiques de la crise dont nous avons toutes et tous parlé.

Notre point de départ, qui est apparu de manière éclatante dans l'enquête de la Fondation Gabriel-Péri que nous a restituée Michel Maso, c'est que la société française est travaillée à la fois par un rejet croissant du modèle libéral, une indignation face aux injustices et aux inégalités, des valeurs de gauche et, en même temps, par une défiance croissante envers la politique, les responsables et les partis politiques. Ce décalage entre les exigences populaires et les réponses des forces politiques, des forces de gauche en particulier, est une question majeure. C'est même, je dirais, la question essentielle pour celles et ceux qui, comme nous ici, ont une ambition de transformation sociale. L'enjeu, dans cette situation, c'est de faire que les gens n'intègrent pas ce décalage comme une donnée incontournable, mais sortent du rôle de spectateurs que les dominants leur assignent, pour s'y attaquer. Alors que le pays vient de vivre un mouvement exceptionnel, ce problème fait qu'il n'est pas impossible, qu'à l'issue des échéances de 2012, nous soyons toujours dans une situation politique très compliquée. Cette question n'est d'ailleurs pas nouvelle puisque la société française a été capable de dire non au traité constitutionnel européen à l'issue d'un débat formidable et d'élire, deux ans plus tard, Nicolas Sarkozy. Est-ce qu'on est capable de changer cette situation ? Eh bien, je crois que la rencontre que nous venons de tenir montre qu'il y a des chemins possibles. Une chose est sûre : il ne suffira pas de faire progresser dans la société l'adhésion à telle ou telle proposition. Il faut créer les conditions de la reconquête des pouvoirs et donc de la reconquête de la politique par la majorité du peuple français. Dans la situation que nous vivons,

tout doit commencer par cette ambition de remettre le peuple au cœur de notre ambition de transformation sociale. Aussi, la question de la décentralisation de ces rencontres nationales partout dans le pays est très importante.

Le processus que nous initions aujourd'hui doit devenir lui-même un acteur du débat politique de la société française. Pas un moyen de préparer certains acteurs de la vie politique comme les partis, en particulier le Parti communiste, à gouverner, mais bien un acteur de la vie politique au point de la transformer très profondément. Avec le mouvement des retraites, le peuple vient de reprendre la parole, la question est maintenant qu'il la garde. Nous ne visons pas une dynamique populaire de soutien - au PCF ou à telle ou telle force - nous visons une dynamique populaire de création politique, capable d'énoncer ses objectifs et de les rendre incontournables dans le débat politique national. Nous devons permettre aux gens de se sentir assez forts pour dire « voilà ce que la gauche doit et peut faire » dans tous les domaines comme ils ont pu le faire pour le mouvement des retraites. J'ai parfaitement conscience du décalage entre cette ambition et la manière dont se structure tous les jours le débat politique à l'approche de l'élection présidentielle, mais nous devons tenir ensemble ce cap pour réussir ce que nous entreprenons avec l'élaboration de ce programme populaire partagé par les Françaises et les Français. Nous voulons aller le plus loin possible, j'ai parlé des deux ans à venir, mais évidemment on voit bien que cela porte très au-delà des échéances électorales de 2012.

QUELS CONTENUS TRANSFORMATEURS ?

Énormément de choses ont été dites pendant ces trois jours et il n'est évidemment pas facile de faire le tri, de mettre le tout en cohérence. Ceci étant dit, ce qui me frappe, c'est la richesse des échanges que l'on a eus et le nombre assez considérable de pistes, finalement

assez concrètes, qui ont été énoncées pour répondre aux problèmes posés. Il ne s'agit pas pour moi de faire une synthèse. Alors que viennent de s'achever nos débats, il m'est bien sûr impossible de citer toutes ces pistes, souvent très intéressantes. Je veux néanmoins en pointer quelques-unes.

Face à l'essoufflement de nos institutions, élire une assemblée constituante et lancer des états généraux citoyens en vue d'un référendum pour élaborer une VI^e République ; face aux atteintes à la liberté de la presse, créer un véritable droit des citoyens d'accès à l'information et un élargissement de la protection des sources des journalistes. Autres exemples : face à la dictature des actionnaires, s'attaquer au droit de propriété en distinguant la société de capitaux, comme entité juridique, de l'entreprise comme structure productive ; face aux fléaux que sont le chômage et la précarité, construire une sécurité d'emploi et de formation ; face aux logiques financières, construire un crédit bancaire au service des besoins humains. Ou encore : face à la dépendance de l'Europe aux marchés financiers, à l'hyper-concurrence et au déni de souveraineté qui va jusqu'à la mise sous tutelle d'États entiers, revenir sur les traités européens pour réorienter l'Europe. Je peux vous dire à ce sujet, à quelques jours du congrès du PGE qui se tient à Paris les 3, 4, 5 décembre prochains, que beaucoup de forces regardent ce qui se passe en France avec le mouvement des retraites et qu'il existe en leur sein une recherche extrêmement vive de solutions à la crise. Enfin : face à la marchandisation des activités humaines, protéger les biens publics comme la culture ou l'école et permettre leur pleine démocratisation ; face à la stigmatisation, à la répression des jeunes, faire le pari de la jeunesse en lui donnant les moyens de prendre son autonomie ; face aux aliénations de toutes sortes, se réapproprier les temps de vie, reconquérir des activités sociales libres pour reprendre le pouvoir sur nos vies.

DE NOMBREUSES AUTRES PISTES

La rencontre d'aujourd'hui doit nous encourager à développer toutes les propositions abordées et à interroger nos priorités. Quand on écoute le débat de ces trois jours, on voit qu'au delà de ceux qui sont déjà programmés, d'autres rendez-vous sont nécessaires. Je pense par exemple à la construction de forums sur la jeunesse ou sur l'énergie pour instruire en profondeur ces enjeux. Parfois, mettre une question à

un niveau où elle n'est pas encore portée dans la société, parce qu'elle structure beaucoup d'autres questions déterminantes, est essentiel pour la transformation sociale. Je pense ici à la question de l'égalité femme-homme dont parlait Christiane Marty avant moi. Réfléchissons ensemble aux questions qui peuvent nous donner de nouveaux degrés de liberté pour faire évoluer la situation.

J'entends parfois, au sein même du Front de gauche, « on a le programme » ou encore « on est d'accord sur beaucoup de choses ». Oui, on a des propositions, oui, on est d'accord sur beaucoup d'enjeux, mais cela ne résout pas le problème de savoir par où commencer et comment énoncer intelligemment nos objectifs pour rassembler une majorité de nos concitoyens et modifier vraiment la situation. La bataille des retraites est un bon exemple : nous avons su, comme beaucoup de forces dans le pays, voir que l'on avait avec elle la possibilité de révéler un débat de société très profond autour d'une conception du vivre ensemble, d'un rapport entre générations, du rapport au travail... Notons à quel point le gouvernement s'est quant à lui fait dépasser quand, en croyant assommer le mouvement avec l'argument de l'espérance de vie, il a en fait ouvert un débat fondamental sur les temps de vie.

CE QUI NOUS ATTEND

Je l'ai dit d'emblée : je pense que nous devons viser un processus populaire, multiforme, décentralisé. Ne cherchons pas à nous mettre d'accord au départ pour déployer notre dynamique, pour savoir tout ce que l'on doit dire à nos concitoyens. Quelqu'un a dit tout à l'heure : « Il ne s'agit pas de relever ce qui est commun au départ, mais de se mettre déjà d'accord sur ce que nous voulons construire ensemble. » Cela me paraît essentiel. Et quelqu'un d'autre a dit aussi : « il y a tant de choses dans la société qui ne se disent pas par pudeur ou par fatalisme ». Effectivement, il y a aujourd'hui une part considérable de l'intelligence populaire qui est effacée, qui ne s'exprime pas parce que la pression dominante ne le permet pas. L'urgence est de rendre notre processus visible dans la société pour faire sauter le verrou qui empêche le déploiement de l'intelligence populaire. Si nous y parvenons, alors cela changera comme cela a changé en 2005 au moment du traité constitutionnel européen, comme cela vient de changer sur les retraites. Le peuple est bien plus capable d'audace,

lorsque son intelligence est libérée, que ne le sont actuellement les forces politiques, y compris à gauche. Nous devons faire ce pari pour changer les choses.

Notre responsabilité est très importante pour faire émerger ce processus dans la situation politique actuelle, pour l'imposer aux tenants du pouvoir qui veulent confisquer le débat, pour le faire dominer chez nombre de responsables de gauche qui sont loin encore de cette conception-là, le faire dominer au sein du Front de gauche, et je dirais jusqu'à nous-mêmes, contre nos propres habitudes. C'est l'ambition pour laquelle nous avons créé le Front de gauche. Nous devons donc être très vigilants dans la période à poursuivre dans cette voie au moment où elle peut vraiment bousculer la donne à gauche. Il y a beaucoup de rendez-vous devant nous. Le comité de pilotage de cette rencontre va continuer de travailler pour lui donner des suites. Nous avons mis en place aussi un comité du projet au PCF qui travaille déjà sur la tenue d'ici à notre congrès de juin de trois conventions nationales pour permettre à notre parti de pousser sa réflexion et ses propositions dans tous les domaines. Et, avec le Front de gauche, nous tiendrons plusieurs forums en commençant par les retraites à Paris le 2 décembre, puis sur la VI^e République le 9 décembre à Nanterre, et sept initiatives suivront dans toute la France sur les questions de l'Europe, de l'argent, de l'écologie, du travail, de l'école, des services publics et de la politique internationale. Notre processus, multiforme et touchant une pluralité de domaines, nous devons l'assumer pleinement, même si cela paraît difficile, car il est la condition de lever suffisamment d'intelligence populaire pour pouvoir sérieusement bousculer la situation. Nous avons évidemment un travail de synthèse politique de tout cela, de propositions à progressivement élaborer, mais nous devons mener ce travail-là au cœur de ce processus populaire et non pas en essayant de subordonner ce processus à notre capacité à exprimer un projet fini. C'est ainsi que nous bousculerons le paysage politique. Faisons que s'empare du plus grand nombre l'idée que nous pouvons faire vivre la politique autrement qu'elle ne vit aujourd'hui. Rendons visible cet objectif-là, faisons qu'il s'empare de millions de gens pour que nous soyons capables de progresser tous ensemble. ■

*Pierre Laurent est secrétaire national du PCF

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Richard Sanchez
LGBT
rsanchez@pcf.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Danièle Lebaïl
Services Publics et solidarités
d.lebaïlcoquet@wanadoo.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



Cécile Jacquet
Secrétaire
générale



Jean-Marie Doussin
Sciences



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Gérard Streiff
Combat d'idées



**Guillaume
Quashie-Vaclin**
Histoire



Marine Roussillon
Critiques



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Alain Vermeersch
Revue des médias



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.